

Quatrième mandat avec un taux de 81,53%

Bouteflika réélu

- Benflis dénonce et annonce la création d'un parti
- Sellal : «le taux de participation est acceptable»
- Touati dénonce des «dépassements dangereux»
- Le bon déroulement du scrutin salué à l'étranger

Lire pages 2, 3 et 4



Présidentielle
Trois partis islamistes qualifient les résultats d'«amplifiés»

TROIS partis islamistes ont rejeté vendredi les résultats de l'élection présidentielle du 17 avril 2014 estimant que le taux de participation avait été «amplifié». «Le taux de participation annoncé officiellement a été amplifié et ne reflète guère l'abstention des électeurs», a estimé le Mouvement de la société pour la paix (MSP) dans un communiqué, précisant que son appel au boycott «n'est pas nihiliste mais s'inscrit entièrement dans le projet de transition démocratique auquel a appelé la coordination nationale des partis et des personnalités pour le boycott». Le MSP a appelé les partis et les personnalités de l'opposition à «se rassembler pour intensifier les concertations et renforcer le front d'action commune pour la réussite du projet de transition démocratique». Le mouvement Ennahda a, pour sa part, indiqué dans un communiqué que la décision de boycott de la présidentielle était «une bonne décision qui sert l'Algérie présentement et à l'avenir». Le mouvement a mis en doute les résultats annoncés par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, estimant qu'ils avaient été «gonflés, comme prévu». Le mouvement s'est, par ailleurs, engagé à continuer à coordonner ses actions avec les partenaires politiques pour «cristalliser une vision et mettre en place une plateforme définissant les mécanismes de transition démocratique», appelant à «de véritables réformes associant toute la classe politique et qui répondent aux aspirations du peuple à un Etat fort doté d'une Constitution consensuelle». Le Front de la justice et du développement a, de son côté, fait savoir qu'il n'était pas étonné par ces résultats «amplifiés de manière inédite», selon lui, imputant au pouvoir «la responsabilité de la persistance dans l'altération de l'exercice politique dans le pays, notamment les échéances présidentielles, en refusant de confier l'organisation des élections à une instance permanente indépendante». La formation politique a appelé l'opposition à «revoir ses positions à l'égard du pouvoir et de ses politiques» et à «s'entendre sur les exigences d'une transition démocratique reposant sur des bases saines et sur les garanties constitutionnelles et juridiques nécessaires à des élections libres et régulières». **Samah B.**

Ph/E. Soraya/J.A.

Disant que l'époque des 90% est révolue

Sellal : «le taux de participation est acceptable»

■ Sellal a commenté les résultats du scrutin présidentiel du scrutin dont le verdict a consacré une victoire écrasante au candidat Bouteflika qui a brigué un 4e mandat. C'était une campagne forte, dit-il, ajoutant que "c'est vrai qu'il y a eu des dépassements".



Par Yazid Madi

Abdelmalek Sellal, meneur et directeur de campagne électorale du candidat Bouteflika, a animé hier soir une conférence

de presse à l'issue de l'annonce des résultats préliminaires de l'élection présidentielle du 17 avril. Sellal a commenté les résultats du scrutin présidentiel du scrutin dont le verdict a consacré une victoire écrasante au

candidat Bouteflika qui a brigué un 4e mandat. C'était une campagne forte, dit-il, ajoutant que «c'est vrai qu'il y a eu des dépassements». En réponse à une question sur les accusations du candidat Ali Benflis qui dit avoir

ne pas reconnaître les résultats de ce scrutin qui, selon lui, sont entachées de « fraude », Sellal sur une pointe d'humeur brandit un document (Une copie d'un article de presse (Les Débats, édition du vendredi 17 avril 2014) dans lequel le directeur adjoint de campagne du candidat Ali Benflis estime qu'il n'y a pas eu de fraude au scrutin présidentiel.

A une autre question sur le faible taux de participation (51.70%), donc par ricochet celui de l'abstention élevé, Sellal a expliqué non sans gêne que le taux d'abstention au scrutin du 17 avril « acceptable », comparativement à celle qui a été déjà enregistrée lors des dernières élections législatives et locales en 2012. Toujours au sujet de l'abstention, l'orateur qui a animé son point de presse sur la terrasse de l'hôtel Aurassi en présence forte de la presse nationale et internationale affirmé que l'Algérie évolue et qu'on doit accepter la réalité. L'époque où l'on enregistre des taux de participation de 80 et 90% est révolue. «Un taux de participation de 50% suffisant !», a-t-il enchaîné.

Y. M.

Lors d'une conférence de presse

Benflis dénonce et annonce la création d'un parti

S'adressant à la presse après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle, le candidat Ali Benflis a condamné hier avec force le recours à la fraude et le chantage à la peur durant la campagne. Il a appelé à un rassemblement national de toutes les forces politiques, pour dénoncer la « fraude » opérée par ce « régime qui mis l'Algérie dans l'impasse et qui a montré ses limites ». Analysant la fraude, il dira qu'elle a été « préparée depuis longtemps » soit, à la date du remaniement qui a mis les ministères intervenant dans l'organisation du scrutin, « entre les mains des proches d'un candidat qui a annoncé sa candidature par un ministre qui devient directeur de campagne ».

«Chacun a tiré son enseignement de ce scrutin. Mes conclusions principales sont au nombre de trois : la première est qu'il n'y a pas eu d'élection. Il ne faut pas se voiler la face le 17 avril il ya eu une distribution des voix par l'administration, certains on été récompensés. Le second est que mon programme et mon projet politique ont rencontré une large adhésion des algériens. Le troisième constat et, contrairement au candidat du système qui était absent je ne me sens pas vaincu », j'aurai « accepté » et « respecté » dira Ali Benflis un scrutin régulier. En s'adressant à la population, il dira « souvenez-vous, les résultats ont été préparés par une alliance de trois éléments à savoir la fraude, l'argent sale et certains médias mercenaires ».

Ali Benflis exhibe deux documents dont un procès-verbal signé, selon lui, avant le dépouillement des urnes. Il qualifie le système de « corrompu ». « Même Staline n'aurait pas fait ça », a-t-il dit à propos des résultats. Il a ajouté que « je ne vais pas décevoir tous

Ph./Mehdi B./J.A.



ceux qui ont soutenu mon projet de renouveau national. Je vais dévoiler la forme de mes actions à venir ». Le candidat malheureux annonce son intention de créer un cadre politique organisé pour poursuivre son combat politique. « Cette fraude bénéfique à quelqu'un qui n'a pas la capacité physique de gérer les affaires du pays. Le peuple va le constater. L'Algérie sera gérée par procuration. Ce qui constitue une menace contre la stabilité du pays. Le changement sera imposé à travers une résistance forte de la part du peuple, avec l'appui d'une force politique pacifique et unie ». Par ailleurs, le candidat malheureux de 2004 a appelé la classe politique à unir ses rangs. « Je ne reconnais pas les résultats de ces élections. Sinon je serais complice de la fraude. Je vais protester avec

tous les moyens politiques et pacifiques.». Cette élection « est une alliance entre argent sale, fraude et presse manipulée ». « Concernant la fraude, elle a été préparée et planifiée depuis longtemps. Les signes de cette fraude sont l'attribution des portefeuilles ministériels clés aux proches du président Bouteflika. L'annonce de la candidature de Bouteflika par le Premier ministre qui est devenu son directeur de campagne. Le parti pris du Conseil constitutionnel qui a accepté la candidature d'une personne qui ne répond pas aux conditions requises pour être éligible à ce poste, notamment la présentation d'un certificat attestant de la bonne santé physique et mentale pour le candidat à la présidentielle ».

Mustapha chaouchi

Quatrième mandat avec un taux de 81,53%

Bouteflika réélu

■ Le candidat Abdelaziz Bouteflika a remporté à une majorité écrasante la présidentielle du 17 avril. Il a été réélu à 81.53%, soit plus de huit millions qui ont voté pour lui sur les dix millions de voix exprimées. Cependant, cette élection présidentielle reste marquée par un taux d'abstention très important soit 49%, une situation qui est normale pour le ministre de l'intérieur, Tayeb Belaiz.

Par Nacera Chennafi

Dans une conférence de presse qu'il a animée hier à l'hôtel El Aurassi dans le cadre de l'annonce des résultats préliminaires du scrutin du 17 avril dernier, le ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaiz qui a qualifié ces présidentielles de «fête» et de «décisives» pour l'avenir de l'Algérie a tenu à rappeler les efforts déployés pour assurer le bon déroulement de ce scrutin, notamment en matière d'encadrement humain, sécuritaire et matériel. Le ministre a aussi tenu à s'exprimer sur le déroulement de la campagne électorale des différents candidats en la qualifiant d'«ordinaire» sans incidents majeurs mis à part quelques dépassements et événements «simples» sans «effet» sur le bon déroulement du scrutin car selon lui, les Algériens ont voté et choisi leur président avec toute «liberté» et sans aucune «pression». Par ailleurs, il a affirmé que les partis politiques qui ont participé à cette élection ont atteint un niveau appréciable dans l'acte politique loin de «la violence verbale et matérielle» avant d'ajouter : «les Algériens ont dépassé l'étape de la violence». Après ce constat politique, le ministre est revenu sur les chiffres de la participation à cette élection en affirmant que le nombre des électeurs inscrits est de 22 880 678, dont ceux de la communauté établie à l'étranger. Et au niveau national (48 wilayas), le chiffre est de 21 871 393 inscrits. Cependant, le nombre de votants est de 11 307 478 alors que le nombre de voix exprimées est de 10 220 29. Il est à noter que concernant la communauté établie à l'étranger, cela relève des prérogatives d'une commission



Ph. F. Soraya/J. A.

spéciale qui travaille directement avec le Conseil constitutionnel qui doit annoncer les résultats finaux. Le taux de participation à l'élection présidentielle de jeudi dernier s'est établi à 51,7 %, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur Tayeb Bélaïz. Ce taux est en net recul par rapport à celui de 74% annoncé en 2009. Le plus fort taux d'abstention a été enregistré en Kabylie (autour de 25%) où des incidents ont fait des blessés à Bouira. En réponse à une question sur le recul qu'a enregistré la participation aux élections présidentielles, le ministre a minimisé le phénomène d'abstention et a affirmé que la faible participation dans les élections présidentielles, est un «phénomène social dans le monde entier», dont les pays «démocratiques» allusion aux élections en France avant de souligner que l'élection présidentielle algérienne s'est déroulée dans un contexte marqué par «l'insécurité» aux frontières, perturbations dans «le Sud» et ce qui se passe dans les pays arabes en faisant allusion à ce qui est appelé «printemps arabe» et quelques «mains étrangères».

Belaïz crée la surprise, Hanoune en recul et Benflis le grand perdant. Abordant le classement des candidats, le président sortant, Abdelaziz Bouteflika arrive en tête avec 81.53% soit 8 332 598 ont voté pour lui sur les dix millions de voix exprimées. Arrive en deuxième place, le candidat indépendant Ali Benflis avec un taux plus élevé que celui qu'il a obtenu lors des présidentielles de 2004. Ce candidat a obtenu 12.18% soit 1 244 918 alors qu'en 2004, il n'a pas dépassé les 6%. La surprise est dans l'arrivée du plus jeune candidat, Abdelaziz Belaïd qui en est à sa première expérience dans les élections présidentielles, il s'est classé troisième avec 3.6% soit 343 624 voix. Ce candidat a dépassé Louisa Hanoune, Moussa Touati et Faouzi Rebaine qui ont déjà été candidats pour les deux précédentes présidentielles. Ainsi, Louisa Hanoune, candidate du Parti des travailleurs qui espérait arriver en deuxième place, a été classée finalement en quatrième position avec 1.37% soit 140 253 voix. Ali Faouzi Rebaine est arrivé en cinquième place avec 0.99% soit 101 46 voix et enfin, Moussa

Touati arrive en dernier avec 0.56 % et 57.590 voix. Interrogé sur un candidat qui a parlé de la fraude en rejetant les résultats de ces élections, pour Belaïz, c'est normal quand un candidat perd, il parle de fraude et celui qui gagne dit l'inverse. Dans ce cadre, il a rappelé les différentes dispositions prises pour assurer la transparence du scrutin dans les différentes commissions de contrôle et de supervision en ajoutant que plus de 108.00 procès-verbaux de dépouillement ont été remis aux représentants des candidats à leur demande. Dans ce cadre, le ministre s'est interrogé qui «est cet intelligent, fils d'intelligent qui peut frauder avec tout le réseau de mesures prises, s'il existe, je suis prêt à le saluer». En réponse à une question sur les discours de menaces, le ministre affirme que l'Etat algérien est obligé par la Constitution de protéger les personnes et les biens et personne ne peut violer les lois de la République ou les personnes morales et physiques avant d'affirmer une nouvelle fois que la campagne électorale était «ordinaire» et ce qui se dit n'est pas ce qui est dans les «cœurs». Pour Belaïz, les organisations et les partis qui se sont exprimés contre les élections sont libres d'exprimer leurs avis. S'agissant des incidents enregistrés dans quelques wilayas le jour du vote, il a affirmé qu'il s'agit d'actes isolés et sans effet sur le scrutin avant de lancer une mise en garde contre ceux qui croient pouvoir diviser l'Algérie. «Je parle au nom de 36 millions d'Algériens, celui qui croit pouvoir diviser l'Algérie ne pourra jamais le faire», a-t-il conclu.

N. C.

Réactions internationales

Le bon déroulement du scrutin salué à l'étranger

Des observateurs et des gouvernements étrangers ont salué, hier, le bon déroulement des élections présidentielles en Algérie. Le Réseau international pour les droits et le développement (GNRD), qui a participé au suivi du scrutin pour la présidentielle du 17 avril, a salué le bon déroulement des différentes étapes du processus électoral et félicité le peuple algérien pour la consécration de la démocratie en Algérie. Le GNRD, qui a dépêché 11 observateurs de différentes nationalités, a salué, dans un communiqué, le bon déroulement du scrutin pour la 5^e présidentielle plurielle en Algérie. L'ONG norvégienne a relevé par ailleurs la présence, dans les centres de vote, des représentants des candidats qui ont «accompli leur mission de contrôle en toute liberté». Le GNRD s'est basé dans son rapport préliminaire sur des visites d'inspection effectuées dans qua-tre centres de vote, regroupant 60 bureaux choisis au hasard, pour s'enquérir des garanties données. Les membres de GNRD ont également poursuivi leur mission durant le scrutin en couvrant, le jour du vote, quelque 650 centres de vote, répartis sur tout le territoire national. Ces visites ont permis aux membres de la mission

de constater la «forte» présence des femmes et des personnes âgées dans les centres de vote, relevant les facilités accordées aux électeurs par les responsables des centres de vote. A cette occasion, le GNRD met en avant les efforts consentis par les autorités algériennes pour faciliter le travail de la mission et les déplacements de ses membres. «Le GNRD rendra public son rapport final lors de deux séances-débats prévues au sièges de l'Union européenne (UE) et du Conseil des droits de l'homme», conclut le communiqué.

L'Espagne félicite l'Algérie

Le gouvernement espagnol a félicité hier l'Algérie pour le déroulement de l'élection présidentielle dans un climat de «tranquillité, de transparence et de pluralisme». Par ailleurs, le gouvernement espagnol a, dans un communiqué, exprimé sa volonté de poursuivre l'approfondissement de ses relations avec l'Algérie, «partenaire fiable» et «référence importante» pour le maintien de la stabilité dans une région stratégique. Outre le gouvernement espagnol, de nombreux autres pays partenaires et amis de l'Algérie ont félicité le gouvernement algé-

rien pour la «parfaite organisation» du scrutin à travers l'ensemble du territoire national, comme ils ont exprimé leur «satisfaction» quant au climat de sérénité qui a caractérisé le déroulement de l'élection présidentielle.

Groupe d'amitié «Algérie-France» : le bon déroulement de la présidentielle salué

Le membre du groupe d'amitié «Algérie-France», Jacques Taquet, a salué, hier, le bon déroulement de l'élection présidentielle de 2014. Intervenant lors de l'audience que lui a accordée le président de la Commission nationale de supervision de l'élection présidentielle 2014 (CNSEL), Lachemi Brahmi, M. Taquet a salué le bon déroulement du scrutin présidentiel et s'est félicité de «ses relations d'amitié avec l'Algérie», précise un communiqué de la commission. M. Brahmi a fourni à M. Taquet des explications sur les dispositions légales et réglementaires fixant les prérogatives de la commission chargée de superviser l'application des dispositions de la loi organique portant régime électoral, a-t-on appris.

Ahcene Hadjam

LA QUESTION DU JOUR

Tout est bien qui finit bien

Par Mohamed Habili

Voilà c'est fait : la présidentielle s'est achevée sans que le ciel nous soit tombé sur la tête comme une foudre de Cassandre n'ont cessé de se relayer dans les médias pour l'annoncer – sur un ton d'écorché vif que c'en était, il faut l'avouer, assez inquiétant par moments. Toutefois, la palme d'or revient à ces deux loustics qui ont attendu les tout derniers moments de la campagne pour s'adresser à l'armée dans un communiqué d'anthologie l'adjuvant, non pas de rester en dehors des querelles politiques, ce qui aurait été plus ou moins compréhensible, mais de veiller jalousement à sa cohésion, de ne pas céder aux pressions s'exerçant sur elle de toutes parts dans le but de lui faire rompre les rangs. Comme si l'ANP avait besoin d'un conseil de ce genre ! Si le ridicule doublé de mégalomanie était une maladie dangereuse, bien des gens, et surtout ces deux-là, verraient leur pronostic vital fortement engagé à l'heure qu'il est. Mais enfin, il en faut de tout pour faire un pays. Les comiques-malgré-eux sont des Algériens comme les autres après tout. Il faut les accepter pour ce qu'ils sont (tout en les plaignant un petit peu quand même). Pour eux aussi, tout est bien qui finit bien ! Si au bout du compte il y a bien eu une surprise, elle réside dans le fait que tout s'est passé comme il aurait fallu s'y attendre, si les oiseaux de mauvais augure n'avaient pas embouché la même trompette lugubre, en vue de créer ce même climat de psychose qu'ils font semblant ensuite de déceler dans la société – climat dans lequel ils étaient d'ailleurs les seuls à tremper jusqu'au cou. On aurait su dès le départ que la grande masse des Algériens était en fait plus que sereine, fort éloignée des gesticulations d'éternels adolescents avides de se placer sous les feux de la rampe, et qui sont les premiers à se laisser fasciner par leurs transgressions. On n'aurait à aucun moment perdu de vue le fait que les Algériens, dans le système politique actuel, le seul qu'ils connaissent, n'ont pas envie de changer de président, à plus forte raison quand celui qui est en place leur semble faire l'affaire. Ils préféreront toujours celui qui est là, et qu'ils connaissent, à son challenger, quand bien même celui-ci leur paraîtrait digne lui aussi d'occuper la fonction. C'est le présidentialisme algérien qui le veut, qui confère au président en titre une qualité spéciale, une sorte de légitimité essentielle. Le temps politique algérien n'est pas rythmé par l'enchaînement des élections, comme ailleurs, mais par le passage des chefs d'Etat. Encore heureux, quand on y pense, qu'on ne demande pas au président de guérir les fièvres par imposition de ses mains. L'étalon temporel n'est pas le mandat, mais la durée qu'un président passe à la tête de l'Etat. C'est ainsi qu'on parle du temps de Boumediène, du temps de Chadli, du temps de Zeroual, comme d'un tout, comme d'autres parleraient d'une période historique complète, d'une ère bien délimitée, d'une seule phase temporelle. Les Algériens ne changent pas de président sous prétexte que la souveraineté leur appartient, et que de ce fait ce sont eux qui les font, les présidents. Dans leur esprit et leur culture politique élire un président – quand les choses vont bien, ou, disons, pas trop mal – c'est réélire celui qui est déjà là. Elire c'est réélire. Ce ne sont pas donc les compétences, ni les programmes, des concurrents du président sortant qui sont en cause. De la même manière, la santé et l'âge du capitaine ne sont rien pour eux. Qui a déjà gouverné a plus qu'un autre le droit de les gouverner. Il n'y a de président que de président à vie. Si à la place de Bouteflika, c'était Benflis qui était président, ce serait lui qui serait réélu aujourd'hui. Par ailleurs, qui veut être président sait par avance que s'il accède une fois au pouvoir, il y restera, car rien ou presque ne pourra l'en déloger. Tout cela tient au système non aux individus.

M. H.

Résultats

Touati dénonce des «dépassements dangereux»

■ Le président du Front national algérien (FNA), Moussa Touati, a dénoncé, hier à Alger, des «dépassements dangereux» constatés lors du scrutin présidentiel qui s'est déroulé jeudi.

Par Amine H.

«**J**e dénonce les dépassements dangereux constatés durant toute l'opération de vote pour l'élection présidentielle de jeudi», a indiqué M. Touati dans une conférence de presse, déplorant un taux de participation «trop gonflé».

«Il y a des dépassements et une transgression de la loi à travers les bureaux et centres de vote», a-t-il encore déploré, esti-

Les sinistrés de Zemmouri fidèles au président
«Il nous a rassurés sous les tentes au lendemain du séisme»

Un taux de participation de 39,19% de votants a été enregistré à Boumerdès, a-t-on appris de la cellule de communication de la wilaya. Zemmouri, qui a enregistré un taux de participation de 47,16%, reste une commune parmi les plus importantes relativement au nombre d'électeurs.

Zemmouri est fidèle au Président Abdelaziz Bouteflika qui a remporté la majorité des voix au niveau de cette commune sinistrée avec 79,67% des voix exprimées, suivi de son principal rival Ali Benflis avec 12,33%, Belaid Abdeslem 3,48%, Louisa Hanoune 1,88%, Fawzi Rebaine 1,72% et Moussa Touati avec 0,82% des voix.

Abordé à sa sortie du bureau de vote une sexagénaire a déclaré : «Je ne vous mentirai pas j'ai voté comme en 2004, en 2007 et en 2014 pour Bouteflika». «Au lendemain du séisme du 21 mai 2003 il est venu nous voir sous les tentes et nous a rassurés que nous serons relégués avant l'hiver», a-t-elle ajouté. «Je n'oublierai jamais ce jour», a-t-elle indiqué sous des youyous. «Nous avons subi des années de braise sous le terrorisme à Zemmouri et c'est grâce à Bouteflika que la sécurité est revenue dans la région. Je le soutiendrai tant que je suis en vie», dira Hadj Said, un père de famille.

Par ailleurs, Said, officier de la sûreté urbaine locale, a déclaré à la presse que les élections se sont déroulées dans de bonnes conditions et dans le calme. Tous les moyens pour assurer la sécurité dans les bureaux de vote ont été déployés. Aucune anomalie ni incident n'ont été constatés. Pour preuve, aucune contestation des représentants des candidats n'a été enregistrée.

A.Kichni

mant que tous les candidats n'ont pas été traités de «manière équitable».

Pour M. Touati, le taux de participation «réel» devrait se situer «entre 5 et 15%», rejetant le taux annoncé par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales (51,70%).

«Sur quelle base le ministre de l'Intérieur a affirmé que le taux de participation de 2014 est meilleur à celui de 2009», s'est encore interrogé M. Touati, se disant «déçu, non satisfait et non convaincu» par les premiers résultats annoncés par le ministre de l'Intérieur.

En ce sens, M. Touati a fait savoir qu'une fois les résultats proclamés, il saisira le Conseil constitutionnel pour formuler des recours et «fournir des preuves» attestant que le scrutin «n'a pas été juste et régulier».

Il a demandé à «enquêter» sur l'argent utilisé par les candidats pour le financement de leur campagne électorale, rappelant que le seuil de 600 millions DA «ne devrait pas être dépassé» par les candidats.

«Certains candidats ont dépassé ce seuil de dix fois ou plus sans qu'ils ne soient rappelés à l'ordre», a indiqué M. Touati qui s'est ainsi interrogé sur la provenance de cet argent.

A une question sur l'action entreprise par son parti en coordination avec les autres candi-



Ph./E. Soraya/J.A.

dats pour «dénoncer les irrégularités» signalées durant l'opération de vote, le président du FNA a confirmé que les directeurs de campagne des candidats s'étaient déjà réunis une première fois, «sans qu'il y ait de suite à cette action».

«Nous avons voulu reprendre contact avec les autres partis et

poursuivre cette action, mais ils demeuraient injoignables, leurs téléphones portables étant fermés», a encore regretté M. Touati.

Pour ce qui est des avis «favorables» et «satisfaisants» émis par les observateurs internationaux sur le déroulement du vote, le président du FNA a indiqué

que l'Algérie «n'est pas un pays en situation de guerre et la présence des observateurs n'est pas justifiée».

«Ces observateurs sont des salariés et n'ont pas le droit d'émettre le moindre avis sur le déroulement des élections en Algérie», a-t-il dit.

A. H./APS

Un taux de participation de 23,58% à Béjaïa Bouteflika devance Benflis

Le président sortant, candidat indépendant à l'élection du 17 avril, Abdelaziz Bouteflika, est sorti vainqueur de l'élection présidentielle de jeudi dernier dans la wilaya de Béjaïa. Il a devancé son rival candidat indépendant aussi Ali Benflis de presque deux points. Il a été accrédité de 47 809 voix sur les 124 031 totales des voix mises dans les urnes sur les 529 218 électeurs inscrits, soit 44,14% des suffrages exprimés contre 46 868 voix, soit un taux de 43,27% pour son principal rival Ali Benflis. Pour sa part, Louisa Hanoune est accréditée de la troisième place avec un taux de 05,07% et 5 459 bulletins. Un taux qui est en recul par rapport à l'élection présidentielle de 2009 qui était de 11,49%. Abdelaziz Bélaïd, président du Front El-Moustekbel, a eu 4 632 voix, soit 4,28%. Ali Fawzi Rébaine, président de Ahd 54, a

obtenu 2 499 voix, soit un taux de 02,31% et M. Moussa Touati, chef de file du Front national algérien, a obtenu 1 012 voix, soit un taux de 0,92%. Il a été enregistré 15 718 bulletins nuls et 10 bulletins contestés. La plus forte participation a été enregistrée à l'est de la wilaya, comme de tradition. C'est à Draâ El Gaïd où il a été noté une plus grande participation avec 34,07%. Lors du scrutin de 2009 c'est Darguina qui avait été propulsée avec 49,67%. A Kherrata, un taux de 31,38% a été également enregistré. Le plus faible taux de participation a été recensé à Tichy avec 12,38% et le taux de participation dans la commune de Béjaïa est de 25,62%. La première analyse des taux et des chiffres de cette élection présidentielle dans la wilaya de Béjaïa donne lieu à une très importante abstention ou une très faible

participation, car le taux de participation à ce scrutin qui est de 23,58% seulement n'a pas atteint celui de l'élection présidentielle du 9 avril 2009 qui était de 29%. Ainsi, l'abstention s'élève à 405 192, soit 76,56%. Elle est plus importante comparée à 2009 avec 339 540 abstentionnistes, soit 70,58%. Cela peut s'expliquer par plusieurs facteurs à commencer par les appels au boycott lancés par les partisans du rejet du 4^e mandat, notamment le RCD, le boycott implicite du FFS et l'hostilité de la région aux élections par manque de confiance aux gouvernants. La destruction et l'incendie des urnes à Igher Guendouz (Feraoune) et à Baccarro (Tichy) pourraient être également un facteur ayant contribué à réduire le taux de participation de deux à trois points.

Hocine Cherfa



Tizi Ouzou

En tête dans toutes les communes

La wilaya de Tizi Ouzou n'a pas dérogré à la tradition à l'occasion des présidentielles en enregistrant le taux le plus faible à l'échelle nationale. En effet, seuls près de 137 000 inscrits se sont rendus dans les bureaux de vote pour exprimer leur choix, soit 20,11% parmi les 684 351 électeurs. Les taux les plus faibles ont été réalisés dans les bureaux de vote des communes de Makouda (16,03%), Iferhounene (16,89%) et Timizart (17,05%), alors que le

plus élevé a été à l'actif des électeurs de la commune d'Assi Youssef avec 29,50%. Rappelons que lors des présidentielles de 2009, Tizi Ouzou était également arrivée en dernière position par sa faible participation avec un taux de 30,75%, soit 196 937 électeurs sur les 640412 inscrits. Le dépouillement, qui a débuté à la clôture du scrutin à 19 heures, s'est poursuivi jusqu'en début de soirée, donnant une large victoire au candidat sortant Abdelaziz

Bouteflika dans presque la totalité des 67 communes avec un taux de 59,76% (73 352 voix). Rappelons que lors des présidentielles de 2009, Tizi Ouzou était également arrivée en dernière position par sa faible participation avec un taux de 30,75%, soit 196 937 électeurs sur les 640412 inscrits. Le dépouillement, qui a débuté à la clôture du scrutin à 19 heures, s'est poursuivi jusqu'en début de soirée, donnant une large victoire au candidat sortant Abdelaziz

Hamid Messir

**Maghnia (Tlemcen)
Saisie de dix
quintaux de kif**

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale ont saisi, dans la nuit du jeudi, dans la ville frontalière de Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen, dix quintaux de kif traité, a-t-on appris auprès du Groupement de ce corps de sécurité de la wilaya de Tlemcen.

Agissant sur informations, les gendarmes ont réussi à mettre la main sur cette quantité de drogue, entreposée dans une maison, sise au centre-ville de Maghnia, a-t-on précisé de même source.

La marchandise prohibée était emballée dans 40 sacs contenant chacun 25 kg de kif. Cette opération s'est soldée également par l'arrestation de six personnes, a encore précisé la même source.

Hani Y.

**Criminalité à El-Oued
Démantèlement
d'un grand
réseau de vol de
voitures**

UN RÉSEAU spécialisé dans le vol de véhicules touristiques, dans plusieurs wilayas du pays, a été démantelé par les services de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Djamaâ dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris vendredi auprès de la sûreté de wilaya.

L'opération a permis de récupérer 15 véhicules, immatriculés dans différentes wilayas et qui avaient été subtilisés à leurs propriétaires qui sont des agences de location de voitures.

Des procédés d'escroquerie ont été utilisés dans le vol de ces voitures avant de les revendre, de manière suspecte, ou de les parquer dans un garage, a-t-on expliqué.

Agissant sur informations faisant état de l'existence de véhicules suspects dans un garage, dans les environs de Djamaâ, et à travers des investigations, appuyées par des plaintes des propriétaires des véhicules objet de recherche, les policiers ont réussi à démanteler le réseau composé de 10 personnes âgées entre 23 et 50 ans. Présentés jeudi devant le procureur de la République près le tribunal de Djamaâ, pour association de malfaiteurs, escroquerie et vol, les mis en cause ont été placés en détention préventive

APS

Après un long processus de négociation

**L'État rachète
officiellement Djezzy**

■ L'accord «intervient au terme d'un processus long et complexe ayant mobilisé, depuis de nombreux mois, plusieurs cabinets conseils, notamment Shearman et Sterling LLP, qui a apporté tout son savoir-faire dans le montage juridique de l'opération et la rédaction des accords ainsi que FTI Consulting, expert financier impliqué dans la valorisation et la négociation des aspects financiers».



Meriem Benchaouia

C'est officiel. A partir d'hier, Djezzy est la propriété de l'Etat algérien. En effet, le Fonds national d'investissement (FNI) a signé hier à Paris un contrat d'achat d'actions pour l'acquisition d'une participation de 51% dans la société Orascom Telecom Algérie SPA (OTA) pour un montant de 2,6 milliards de dollars, a annoncé le Fonds. La signature de l'accord s'est déroulée à Paris auprès de Global Telecom Holding, filiale majoritairement détenue par la société VimpelCom, opérateur de service de télécommunications leader dans le monde, indique la même source dans un communiqué. L'accord «intervient au terme d'un processus

long et complexe ayant mobilisé, depuis de nombreux mois, plusieurs cabinets conseils, notamment Shearman et Sterling LLP, qui a apporté tout son savoir-faire dans le montage juridique de l'opération et la rédaction des accords ainsi que FTI Consulting, expert financier impliqué dans la valorisation et la négociation des aspects financiers», a noté le FNI. «L'accord intervenu entre le FNI et le groupe VimpelCom ouvre une ère nouvelle dans le développement de Djezzy en donnant à OTA un nouvel actionariat solide et stable», souligne le Fonds. Tout en consacrant l'ancrage algérien de Djezzy, cet accord va lui permettre de poursuivre son activité dans un marché dynamique, d'intensifier ses investissements notamment en

renforçant et développant son infrastructure de réseau à l'heure où le marché de la téléphonie mobile se caractérise, grâce aux évolutions technologiques notamment la 3G, par une forte croissance des télécommunications de données par la voie mobile, estime le FNI. Afin de faciliter la réalisation de l'opération, OTA apportera ses activités à Optimum Telecom Algérie SPA, filiale entièrement détenue par OTA, ajoute la même source, assurant que «cette réorganisation interne de la structure de Djezzy n'aura aucun impact sur ses conditions d'exploitation et n'affectera pas les conditions d'emploi de son personnel». Le partenariat ainsi institué entre le FNI et le groupe VimpelCom sera régi par un pacte d'actionnaires

qui décrit la structure de gouvernance d'OTA et Optimum et encadre le sort futur des participations de chacun, ajoute le FNI. Ce pacte d'actionnaires, précise-t-on, comporte aussi des clauses relatives à la composition, aux modalités de désignation et de révocation et aux pouvoirs des organes de direction et de surveillance des sociétés. Il permet à VimpelCom de conserver le contrôle managérial et opérationnel d'OTA mais confère au FNI des droits de veto sur les grandes décisions stratégiques. La réalisation définitive de l'acquisition devrait intervenir avant la fin de l'année 2014 car elle est soumise à certaines conditions suspensives, dont l'obtention d'autorisations réglementaires. «Nous sommes très fiers d'investir aux côtés du groupe Vimpelcom et de poursuivre avec lui le projet de croissance et de développement d'OTA», a indiqué Ahcene Haddad, P-DG du FNI, cité par le communiqué. Pour M. Haddad, cet investissement traduit la volonté du Fonds de «participer à la croissance d'une entreprise de haute technologie». «La qualité de Djezzy répond entièrement aux critères que nous nous sommes fixés dans notre politique d'investissement: une société à forte valeur ajoutée, profitable et présente dans un secteur clef du développement d'une économie moderne», a-t-il souligné. L'acquisition d'une participation de 51% dans OTA s'inscrit parfaitement dans la mission confiée par les pouvoirs publics au FNI de participer au développement économique de l'Algérie et dans notre plan stratégique, a poursuivi le premier responsable du FNI. M. B.

Accidents de la route

Huit morts et 37 blessés en deux jours

Huit personnes ont été tuées et trente sept autres ont été blessées dans onze accidents de la circulation, survenus durant la période du 16 au 18 avril au niveau national, ont indiqué vendredi les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Constantine avec le décès d'une personne et cinq autres blessés, a ajouté la même source. L'accident est survenu suite à une collision entre un bus de transport de voyageurs et un véhicule léger, survenue sur la route nationale n°10, dans la commune de Ouled Rahmoun. En outre, les secours de la Protection civile de la wilaya de Mila sont intervenus pour le repêchage de deux adolescents



âgés de 15 ans, décédés par noyade à El Kabir, dans la commune de Hamala. Les secours de la Protection civile de la wilaya de Tizi Ouzou sont également intervenus pour le repêcha-

ge d'un adolescent âgé de 15 ans, décédé par noyade dans une retenue collinaire au lieudit Boufihma, dans la commune de Draâ El Mizan. Les éléments de la Protection civile ont aussi

repêché un enfant de 13 ans mort par noyade dans une marre d'eau, au lieudit Mechtat Roukazla, wilaya de Souk Ahras, dans la commune de Sedrata. Said F.

Ph./Le Jour

Partenariat Algérie-France

Les perspectives économiques mises au point

■ Un colloque Sénat-UbiFrance marquera le 15 mai prochain à Paris les Rencontres Algérie, un rendez-vous économique qu'abrite chaque année la capitale française pour faire le point sur le partenariat entre les deux pays, a-t-on appris jeudi auprès des organisateurs.

Par Massi Y.

Le colloque, prévu au Palais du Luxembourg, se déroulera sous formes de témoignages sur l'évolution récente du marché algérien et sur les opportunités offertes aux entreprises françaises. Il sera suivi, le lendemain, à UbiFrance, de rendez-vous individuels entre partenaires de services privés implantés en Algérie et entreprises françaises intéressées par ce marché.

Après un message du président du Sénat français, Jean-Pierre Bel, le Vice-président de la Chambre haute, Jean-Pierre Raffarin, chargé par le président français de contribuer au développement des relations économiques bilatérales entre la France et l'Algérie, interviendra à cette occasion.

La situation et les dernières évolutions de l'environnement des affaires en Algérie et les partenariats franco-algériens (de l'accord commercial au partenariat industriel), l'Algérie, un marché pour les PME, sont les principaux axes sur lesquels interviendront des opérateurs économiques des deux pays, selon un programme du Sénat.

Dans une présentation de l'événement, la Chambre haute du Parlement français affirme

Iran Téhéran réduit ses stocks nucléaires de 70%

L'IRAN a réduit de 70% ses stocks nucléaires en six mois, a indiqué l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans un rapport publié vendredi par des médias.

L'Iran a réduit, en vertu d'un accord provisoire conclu en novembre avec les six grandes puissances mondiales (Etats-Unis, Chine, Russie, Grande-Bretagne, France et Allemagne) la plupart de ses activités nucléaires les plus sensibles en six mois, selon le rapport mensuel de l'agence onusienne.

Les Occidentaux se sont engagés de leur côté à assouplir une partie des sanctions imposées contre le pays.

L'objectif est de gagner du temps pour les négociations visant à conclure un accord définitif sur le dossier nucléaire iranien. L'AIEA joue le rôle de superviseur de l'application de l'accord intérimaire. Les pays occidentaux veulent que l'Iran réduise de façon significative ses stocks nucléaires pour répondre à leurs préoccupations concernant le programme nucléaire de Téhéran, tandis que l'Iran espère un allègement des sanctions, qui affectent son économie.

R. E.

vouloir une «grille de lecture» sur l'environnement politique algérien au lendemain des élections présidentielles du 17 avril, être informée sur la situation et les perspectives économiques du pays, connaître les dernières évolutions sur l'environnement des affaires et les nouveautés introduites par la loi de finances.

Elle dit aussi vouloir saisir les opportunités offertes par le marché, échanger lors de moments de networking et s'entretenir, lors des rendez-vous individuels, avec des experts de l'Algérie.

Les Rencontres Algérie d'UbiFrance représentent un rendez-vous économique annuel de capitaines de l'économie des deux pays et d'hommes d'affaires. Elles sont désormais perçues comme une véritable plateforme d'échanges et d'apartés entre les chefs d'entreprises algériens porteurs de projets et leurs homologues français.

Rencontres Algérie sont aussi un moment pour débattre des



Ph/D. R.

potentialités du marché avec des experts sectoriels, des prestataires de services dans les domaines juridique, fiscal, bancaire, des ressources humaines, de la formation, et des partenaires institutionnels d'UbiFrance au service des entreprises.

M. Y./APS

Gaz

La Turquie demandera à la Russie une réduction des prix

La Turquie a l'intention de demander une baisse de prix pour le gaz qu'elle lui achète, a annoncé vendredi le ministre de l'Energie.

«L'accord que nous avons avec la Russie nous donne le droit de revoir les prix dans les mois qui viennent», a expliqué le ministre, Taner Yildiz, à des journalistes à Ankara.

«Nous allons donc présenter nos

demandes sur ce point à la Russie et aux responsables de Gazprom», a-t-il ajouté.

Un haut responsable de Gazprom doit rencontrer lundi des responsables turcs, a-t-il encore précisé. Malgré leurs divergences diplomatiques, notamment sur la Syrie, la Turquie et la Russie ont des échanges croissants en matière de commerce et d'énergie.

La Turquie dépend de la Russie pour la

plus grande part de son approvisionnement en gaz et en pétrole, et les importations d'énergie sont l'une des causes principales de l'important déficit des comptes courants. En 2010, c'est également avec Moscou qu'Ankara a signé un accord pour la construction de la première centrale nucléaire en Turquie, à Akkuyu, dans le sud du pays.

Gaci B.

Pétrole

Les prix terminent en hausse à New York

Les prix du pétrole ont clôturé en hausse à New York jeudi, encouragés par de bons chiffres économiques américains dans un marché sur le qui-vive à l'orée du long week-end de Pâques, sur fond de craintes persistantes sur la situation en Ukraine.

Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en mai a gagné 54 cents, à 104,30 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), à son plus haut niveau depuis début mars.

Les prix ont trouvé d'emblée du soutien jeudi «dans l'afflux de bonnes nouvelles économiques», a relevé Carl Larry, de Outlooks Oil and Opinion.

Sur le marché de l'emploi, les chiffres étaient meilleurs que prévu. Les inscriptions hebdomadaires au chômage sont légèrement reparties à la hausse aux Etats-Unis après avoir frôlé leur plus bas niveau en près de 7 ans. Elles n'ont toutefois progressé que de 0,7%, alors que les analystes tablaient sur un rebond bien plus marqué de 4%

En outre, le marché a applaudi «de bons résultats d'entreprises américaines, encourageants pour soutenir la croissan-

ce américaine et la demande en pétrole», a-t-il ajouté. Les banques Goldman Sachs et Morgan Stanley et le géant des boissons sans alcool Pepsico ont notamment dépassé les attentes des analystes au premier trimestre.

Les Etats-Unis sont le premier consommateur mondial d'or noir.

Sur le front géopolitique, en dépit d'un accord conclu jeudi

entre Moscou, Washington, Bruxelles et Kiev à Genève pour une désescalade rapide des tensions en Ukraine, les opérateurs restaient prudents.

«Comme souvent avant un long week-end, les prix sont portés par une dynamique haussière (car) personne ne veut prendre de risque et se laisser surprendre par l'éventualité» d'une nouvelle montée des tensions, a

expliqué M.Larry. Le WTI a aussi été porté par «l'annonce (mercredi) d'un nouveau recul des réserves d'or noir au terminal pétrolier de Cushing» (Oklahoma, centre-sud), qui servent de référence à ses prix, a relevé Tim Evans, de Citi. Ces stocks ont diminué de 800 000 barils, à 26,8 millions de barils, leur plus bas niveau depuis octobre 2009.

APS

Maroc

Le déficit commercial atteint 51,44 milliards de dirhams

LE DÉFICIT de la balance commerciale du Maroc s'est aggravé de 10,7 % au premier trimestre 2014, atteignant 51,44 milliards de dirhams (1 euro = 11,23 DH) contre environ 46,45 Mds de DH une année auparavant, a annoncé l'Office marocain des changes. Cette aggravation est le résultat essentiellement de l'«augmentation des importations plus importante que celle des exportations», les importations ayant atteint plus de 98 Mds de DH, soit le niveau le plus haut enregistré durant le premier trimestre des cinq dernières années. Dans son rapport sur les indicateurs préliminaires des échanges extérieurs du Maroc au premier trimestre de l'année en cours, l'Office a relevé que le taux de couverture des importations par les exportations a atteint 47,5 % au premier trimestre, contre 49,2 % un an auparavant. La même source a signalé notamment l'accroissement des importations de blé (+3,03 Mds de DH) et de l'huile brute de pétrole (+2,58 Mds de DH), précisant qu'en dehors des achats de ces deux produits, les importations ont augmenté de 1,1 %. Concernant les exportations, l'office a indiqué qu'elles ont progressé de 3,5%, grâce aux ventes des nouveaux secteurs, notamment le secteur automobile (+2,96 Mds), faisant remarquer que les exportations de phosphates et dérivés ont enregistré durant le mois de mars, leur niveau le plus haut depuis six mois et une progression de 8,8 % par rapport au même mois de 2013. Hors phosphates et dérivés, les exportations atteignent 38,66 Mds de DH, en hausse de 6,4%, soit le niveau plus haut depuis cinq années, selon l'office. Pour rappel, l'organisme marocain avait indiqué que le déficit du commerce extérieur avait atteint 196,39 Mds de DH à fin décembre 2013 contre 202,06 Mds de DH en 2012, soit une baisse de 2,8% équivalent à 5,7 Mds de DH.

Ahmed F.

Lutte contre le trafic des biens archéologiques Plus d'un millier de pièces récupérées en 2013

LA POLICE algérienne a récupéré 1 229 pièces archéologiques en 2013 dans le cadre de la lutte contre le trafic des biens archéologiques et la préservation du patrimoine culturel, indique-t-on mardi dans un communiqué de la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN). Le nombre de ces pièces archéologiques – dont la nature, l'origine et la provenance n'ont pas été précisées – est en augmentation par rapport à l'année 2012 où 253 pièces avaient été récupérées par les services spécialisés de police, ajoute-t-on de même source. Par ailleurs, les efforts déployés par ces mêmes services, en coordination avec l'Organisation internationale de la police (Interpol), ont permis de récupérer de l'étranger des pièces archéologiques algériennes volées, à l'exemple du masque de Gorgone, disparu en 1996 d'Hippone (Annaba) et restitué à l'Algérie par la Tunisie dimanche dernier. D'autres biens culturels, comme le buste de l'empereur romain Marc-Aurèle, volé en 1996 à Skikda et la sculpture baptisée «Aïda» – volée la même année – avaient été récupérés respectivement des Etats-Unis d'Amérique (2008) et d'Allemagne (2010), en coordination avec le ministère de la Culture, rappelle-t-on. Plus récemment, le tableau «La Béquée» du peintre français Jean-François Millet, volé en 1985 à Oran, avait été restitué par la France à l'Algérie après douze années de démarches similaires, menées en collaboration avec le ministère algérien des Affaires étrangères.

Oran Saisie d'un quintal de kif traité

LES SERVICES de la police judiciaire d'Oran ont réussi, vendredi matin, à saisir, à l'Est de la ville, à déjouer une tentative de trafic ayant abouti à la saisie d'un quintal de kif traité, a-t-on appris auprès des services de sûreté de wilaya. Selon la même source, la drogue était dissimulée soigneusement à l'intérieur d'une voiture. Son conducteur a été arrêté, ajoute-t-on de même source. Une enquête est ouverte par les services de la police judiciaire pour élucider cette affaire.

R. S.

Colloque international les 24 et 25 avril au Maroc

Des universitaires algériens au rendez-vous

■ Des universitaires algériens prendront part à un colloque international sur les «Cultures au Maghreb, leurs représentations et interactions», les 24 et 25 avril à la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'université Chouaïb-Doukkali dans la ville d'El Jadida, au Maroc.

Par Bachir S.

Lila Medjahed et Farid Benramdane de l'université Ibn Badis de Mostaganem présenteront respectivement «Diaspora et Maghreb ou les interactions culturelles nouvelles à l'ère de la mondialisation», et «Dis-moi comment on nomme chez toi la terre, le vent et les enfants, je te dirai si tu n'es pas maghrébin. La maghrébinité du nom propre, permanence et totalité».

De leur côté, Djamel Eddine Bentradi et Latifa Kadi de l'université Badji-Mokhtar de Annaba proposeront «L'authenticité face au défi des mutations urbaines, cas de la médina de Annaba» et «Rencontres interculturelles : les affiches publicitaires maghrébines». D'autre part, Fethi Azaz et Asma Bemoussa de l'université Boubaker-Belkaïd de Tlemcen donneront des communications sur «Le discours littéraire, un espace de dialogue interculturel» et «Les traces du brassage des cultures dans le parler des Algériens à partir de l'émission radiophonique Yads». Abdelaziz Berkai de l'université de Béjaïa présentera «Les interférences de l'arabe et du français sur l'amazighe à la radio Soummam de Béjaïa», et Fatima-Zahra Bouthiba de l'université Hassiba-Ben Bouali de Chlef



Phs. > D. R.

interviendra sur le «Rôle de la langue maternelle dans la compréhension et la rédaction des textes de spécialité en français en contexte plurilingue».

Outre les universitaires algériens, des chercheurs de Tunisie, Maroc, Libye, Niger, France et Belgique proposeront lors de ce colloque des études sur diffé-

rents sujets culturels en relation avec la littérature, l'anthropologie et la langue au Maghreb. Organisé par le laboratoire d'études et de recherches sur l'interculturel de la faculté des lettres et des sciences humaines de l'université Chouaïb-Doukkali, le Colloque sur les cultures au Maghreb vise à «... interroger

dans une vision comparatiste et pluridisciplinaire, ces multiples manifestations intra, inter et transculturelles qui configurent le Maghreb (...) dont le fond pluriculturel est traduit entre autres, par une richesse architecturale, culinaire, folklorique, linguistique et littéraire...» indiquent les organisateurs.

B. S. /APS

Le ministre de l'Education a insisté sur le rôle de l'école Enraciner l'esprit de patriotisme chez les élèves

L'école algérienne est appelée à enraciner l'esprit de patriotisme chez les élèves, en prenant l'exemple du Cheikh Abdelhamid Ibn Badis, leader du mouvement de renaissance nationale, a indiqué mardi à Tipasa le ministre de l'Education nationale, Abdellatif Baba Ahmed.

Baba Ahmed a insisté, lors de sa présidence des activités commémoratives de la Journée de Youm El Ilm (Journée du Savoir) coïncidant avec le 16 avril, sur la nécessité de «suivre le chemin du président de l'Association des Oulémas musulmans algériens, qui a sacrifié sa vie à défendre les composantes de l'identité nationale que sont l'islam, l'amazighité et l'arabité, face au colonialisme français». La célébration de cette Journée ne devrait pas se limiter, selon lui, à

organiser des activités culturelles, mais «il faut plutôt faire face à l'invasion culturelle étrangère, encourager les sciences et les technologies et lier entre la modernité et l'originalité», a ajouté le ministre qui était en compagnie de Mohamed Tahmi et Mohamed Bedoui, ministres respectivement de la Jeunesse et des Sports et de la Formation et l'Enseignement professionnels.

«L'école doit être un lieu de protection de l'identité nationale», a-t-il souligné, appelant les responsables du secteur à «œuvrer pour la maîtrise des nouvelles technologies et la promotion de la qualité de l'enseignement».

Qualifiant Abdelhamid Ibn Badis de «phare» et de «citadelle» de l'Algérie, le ministre a évoqué également les efforts consentis par l'Etat pour assurer un ensei-

gnement «gratuit à tous les enfants algériens».

La commémoration officielle de Youm El Ilm a été marquée par une forte présence d'élèves en provenance de dix wilayas du pays, dont certains ayant des talents en arts et musique, en présence de leurs parents. Baba Ahmed a honoré, à cette occasion, la troupe artistique de l'école primaire Taâchache, de Médéa, la troupe de l'opéra du CEM Briki-Brahim, de M'sila, ainsi que le club de recherches historiques du lycée 11-Décembre, de Tissemsilt.

Plusieurs autres élèves des wilayas de Tipasa et de Blida ont également reçu des distinctions de la part du premier responsable du secteur de l'Education nationale.

Katia L.

Tissemsilt

Amina, la nouveau-née née le jour du scrutin

Amina, un joli bébé, de quelques heures est venue égayer le foyer de ses parents en ce jeudi 17 avril 2014, comme pour donner une note particulière à l'élection présidentielle, et dont sa naissance a coïncidé avec le début du scrutin, selon ses parents.

Les parents de la nouveau-née ont choisi le prénom

d'Amina pour marquer cet heureux évènement et symboliser l'importance de cette échéance politique pour la vie de la nation.

«J'ai choisi Amina, un prénom dont le sens suggère quiétude, sécurité, assurance et stabilité. Autant d'espoirs auxquels aspire aujourd'hui le peuple algérien en se rendant, ce jeudi,

aux urnes», a déclaré à l'APS l'heureuse maman, rencontrée au niveau du service hospitalier de la ville de Tissemsilt.

Le père, présent également, a estimé que la naissance de sa fille est «un signe de bon augure du fait que cet heureux évènement a eu lieu un jour que l'histoire du pays retiendra, celui de l'élection présidentielle».

Il a expliqué que cette naissance ne lui a pas fait oublier d'accomplir son devoir de citoyen.

«J'ai voté pour l'Algérie, pour sa stabilité, sa sécurité et son développement. J'ai voté pour l'Algérie pour que Amina soit à l'abri de toute menace», a-t-il ajouté.

APS

Énergies conventionnelles

Des experts appellent au relèvement du taux de récupération

■ Des experts en énergie ont affirmé que le relèvement de 1% par an du taux de récupération des énergies conventionnelles, au niveau des unités de production et des mines, permettra de récupérer 500 millions de barils.

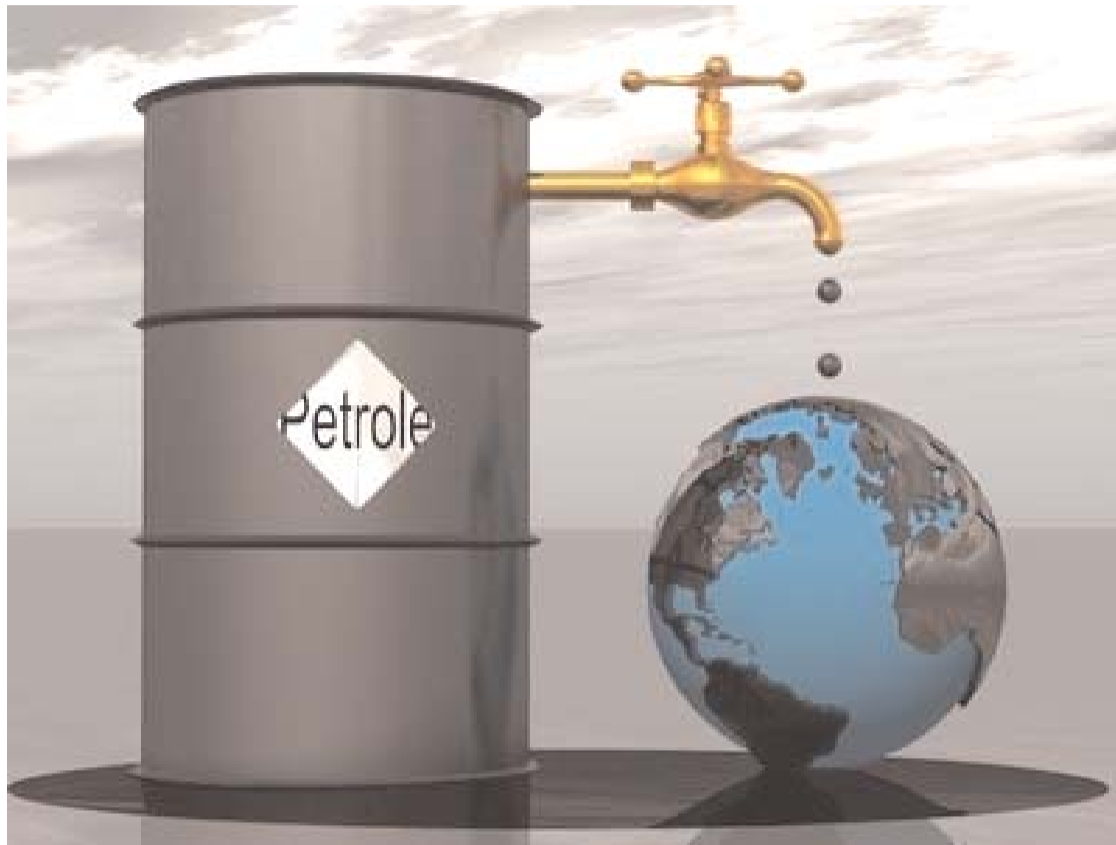
Par Sabyr T.

Les autorités de tutelle du secteur de l'énergie sont appelées actuellement à développer de nouveaux projets d'investissement dans les domaines de l'exploration et de l'extraction du pétrole et à relancer les projets en retard pour augmenter la capacité de récupération. L'ancien président directeur général de Sonatrach, Abdelmadjid Attar, a affirmé que le lancement de nouveaux projets d'investissement est nécessaire pour l'amélioration de la production des gisements de pétrole et de gaz du pays, soulignant qu'un taux de récupération de 1% par an au niveau des unités de production et des mines permettra de récupérer 500 millions de barils. Le recul de la production du pétrole et du gaz de 7% par an depuis 2008 impose aux autorités concernées l'intensification des investissements dans ce secteur et la relance des projets en retard, notamment dans le cadre des défis techniques et environnementaux qui se posent en matière d'exploitation du gaz de schiste, a-t-il dit. L'augmentation du taux de récupération nécessite d'importants investissements pour le forage de nouveaux puits et l'aménagement de nouvelles infrastructures, outre l'utilisation de nouvelles techniques dans l'exploration et l'extraction, a estimé M. Attar, soulignant qu'il est possible d'obtenir des résul-

tats positifs à l'horizon 2030, date du lancement effectif de l'exploitation du gaz de schiste. En dépit de l'abondance des réserves de gaz de schiste, «son développement, sa production et son exploitation restent difficiles, en raison des nombreux défis techniques qui entravent actuellement la couverture de la demande nationale ou l'exportation», a-t-il dit. Cependant, le lancement de la production du gaz de schiste début 2025 est possible, pour la couverture en 2030 de la demande nationale seulement, a-t-il ajouté. L'expert Mustapha Mekideche a, pour sa part, souligné la nécessité de développer la capacité de récupération, à travers l'extension des projets d'investissement du gaz et du pétrole, l'évaluation générale des projets en retard et l'examen des moyens d'aider à leur parachevement. La dernière loi sur les hydrocarbures est à même de développer l'investissement national dans ce domaine, a estimé M. Mekideche, soulignant qu'il est nécessaire de prendre en compte la demande nationale croissante qui augmente de 12% par an, tandis que ce taux ne dépasse pas 2,5% au niveau international.

Revoir le mode de consommation énergétique en Algérie

Cette question est susceptible de poser une problématique liée à «la suffisance des



Ph. > D.R.

réserves nationales jusqu'en 2020», selon Mekideche qui estime que les études réalisées à ce jour révèlent que le pays n'est plus en position de procéder à la prospection de nouveaux champs semblables à ceux de Hassi Messaoud. Les concernés, a-t-il dit, devront s'employer dès lors à assurer le transfert des technologies modernes pour permettre l'accroissement du taux de récupération au niveau des champs. La consommation globale de gaz en Algérie, est estimée à 34% du total de la consommation énergétique au moment où la moyenne mondiale est de 22% seulement, ce qui exige, a-t-il poursuivi, l'élaboration d'un scénario pour augmenter la production de gaz jusqu'en 2025. L'intervenant a recom-

mandé, d'autre part, la révision du mode de consommation énergétique en Algérie et des prix appliqués aux produits énergétiques dans le but de mettre fin au gaspillage. Il a souligné également l'importance la multiplication des investissements au niveau des champs pétroliers, notamment ceux exigeant un transfert technologique qui confère davantage de dynamique aux opérations de production. De son côté, l'expert économique Benyahia Boudali a estimé que la lutte contre la contrebande au niveau des frontières implique impérativement une révision des prix qui «augmentent du fait de la hausse importante de la demande interne». Ces mesures accorderont le temps nécessaire aux parties

concernées pour améliorer leurs capacités de production et la poursuite de l'exploration du gaz de schiste jusqu'en 2030. M. Boudali a souligné, toutefois, que le gaz de schiste ne pourra satisfaire la demande croissante jusqu'en 2030 à moins que des moyens matériels et humains venaient à être consacrés afin de permettre l'extraction et la production de ce gaz et de relever les défis techniques. Il a, enfin, appelé à l'ouverture de nouveaux marchés et l'encouragement de l'exportation des énergies conventionnelles vers les pays d'Asie au regard du volume des marchés commerciaux importants existant entre les deux parties. S. T./APS

Treize pays africains participent à une formation

La protection contre les radiations au centre des intérêts

L'île Maurice accueillera des hauts cadres de treize pays africains à partir du 21 avril pour une formation régionale sur le thème «Soutenir l'infrastructure régulateur pour le contrôle des sources de rayonnements» à l'initiative de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a annoncé le service de

communication gourvenement. Plusieurs thèmes seront à l'ordre du jour dont les normes de sécurité de l'AIEA, les défis pour maintenir la durabilité et l'efficacité d'un système régulateur, les risques organisationnels et radiologiques, inspections et investigations, introduction au système de gestion intégrée, et

la transition vers un système de gestion intégrée. L'objectif de cette formation est d'assister les régulateurs des pays membres à mettre en œuvre un système régulateur efficace et durable conforme aux normes de sécurité de l'AIEA. Une trentaine de hauts cadres des corps régulateurs venant des Etats membres

de l'AIEA dans les régions d'Afrique participeront à cette formation, à l'initiative de l'AIEA et la Radiation Protection Authority (RPA) sous l'égide du ministère de l'Énergie et des Services publics mauricien, précise le communiqué cité vendredi par l'agence Chine nouvelle. L'AIEA, dont le siège est à

Vienne, est une organisation créée en 1957 par l'Assemblée générale des Nations unies pour encourager et faciliter, dans le monde entier, le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques, et la recherche dans ce domaine.

Hassan N.

Japon

Chasse scientifique à la baleine dans le Pacifique

Le Japon va poursuivre la chasse scientifique à la baleine dans l'océan Pacifique, moins de deux semaines après que la Cour internationale de justice (CIJ) eut interdit le pays de pêche aux cétacés en Antarctique, ont rapporté vendredi des médias japonais. Le gouvernement japonais envisage

de modifier son programme de pêche dite scientifique, en réduisant notamment les prises, a indiqué la télévision publique NHK et l'agence de presse Kyodo. Contraint et forcé par la justice internationale, le Japon avait annoncé début avril qu'il renonçait à sa prochaine campagne de chasse à la baleine

dans l'Antarctique, une première depuis 27 ans. Conformément à l'avis rendu par CIJ, la plus haute instance judiciaire de l'ONU, l'Agence des pêches japonaise avait indiqué qu'elle annulait sa prochaine expédition annuelle qui aurait dû démarrer cet hiver pour deux ou trois mois. Mais un responsable de l'agence des

pêches a révélé à l'AFP que le Japon prévoyait «de poursuivre le programme de recherche baleinière ailleurs comme prévu». Et le 14 avril dernier, le Japon avait indiqué qu'il n'avait pas encore pris de décision quant à une éventuelle campagne en Antarctique en 2015-2016. Malgré la «victoire» devant

la CIJ, l'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient dit craindre que Tokyo ne tente de contourner l'interdiction de la CIJ, après avoir déjà détourné pendant des années le moratoire de 1986 édicté par la Commission baleinière internationale (CBI) qui n'autorisait que la pêche scientifique. Faiza B.

Ouargla

Remise de plus de 1 900 titres de concession agricole

■ Plus de 1 900 titres de concession de terres agricoles ont été remis à leurs bénéficiaires à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Par Said G./APS

L'opération, inscrite dans le cadre de l'application de la circulaire interministérielle n°108 du 23 février 2011, relative à la création de nouvelles exploitations agricoles et d'élevage, concerne une superficie globale de 67 000 hectares attribuée, dont 59 800 hectares à des investisseurs (plus de 10 ha chacun), et 7 200 hectares aux jeunes (4 ha chacun), selon la même source.

L'état prend en charge la réalisation des forages, l'électrifica-

tion et l'ouverture de pistes d'accès aux périmètres agricoles accordés aux jeunes promoteurs, a-t-on indiqué de même source. Des résultats «encourageants» ont été enregistrés à travers certaines exploitations agricoles activant dans différentes filières, notamment la céréaliculture (blés dur et tendre, orge et maïs), les maraichages, l'arboriculture fruitière, les cultures fourragères, l'élevage camelin et l'aviculture, selon la DSA.

Dans le cadre du «challenge» de l'élargissement de la base productive agricole économi-



AP : DR

quement durable, les nouveaux investisseurs non concernés par le soutien de l'Etat, conformément à la circulaire interministérielle n°108, sollicitent de l'Etat de nouvelles mesures de prise en charge, a-t-on ajouté.

La mise en valeur des périmètres agricoles attribués, impose des dépenses financières considérables, au vu des conditions naturelles difficiles des

régions sahariennes (zones arides et semi-arides), comme la région Sud-est du pays, arguent-ils.

Ces investisseurs souhaitent pour cela un soutien pour assurer les travaux de base portant sur la réalisation des forages, le raccordement à l'électricité et l'ouverture de pistes, indique-t-on à la DSA.

S. G./APS

Oran

Mise en service prochaine de la station de dessalement d'El Mactaa

La mise en service de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa, une localité relevant de la commune côtière de Mers El Hadjadj (Oran), est prévue «d'ici juin prochain», a-t-on appris mercredi du directeur des Ressources en eau de la wilaya.

Oran est fin prête pour accueillir le quota qui lui a été alloué de cette station, soit 250 000 mètres cubes par jour, a indiqué à l'APS Djelloul Tarchoune. Avec une production de 500 000 mètres cubes d'eau par jour, cette usine de dessalement de l'eau de mer réserve une partie aux wilayas de Mostaganem, Mascara, Tiaret et Relizane. D'autre part, le même responsable a annoncé que les travaux de réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable et

d'assainissement de haï «Es-Salem» dans la commune de Bethioua, située à l'est d'Oran, seront entamés très prochainement. «Nous avons reçu des instructions par le wali d'Oran pour la réhabilitation de ces réseaux dans le quartier (haï) Essalem (Bethioua) après un diagnostic effectué par la Société des eaux d'Oran (SEOR) et les travaux seront entamés dans les meilleurs délais», a-t-il souligné. Il a ajouté que «l'évaluation des travaux a été arrêtée et les procédures de lancement sont en cours pour la concrétisation de cette opération qui porte sur un linéaire de 38 km», rappelant que le quartier (haï) «Es-salem», connu sous l'appellation «Phoenix», est un îlot d'habitations conçues sous forme de chalets réalisés par le groupe Sonatrach au

profit de ses travailleurs. Le coût de ce projet de réhabilitation des réseaux hydrauliques est estimé à 400 millions DA, selon M. Tarchoune, qui a assuré que la gestion de ces réseaux sera prise en charge par la SEOR. Le même responsable a également signalé le lancement, la semaine prochaine, des travaux de réalisation des réseaux d'assainissement de Kristel, une agglomération côtière relevant de la commune de Gdyl, où 550 fosses septiques seront éradiquées.

Pour ce qui est du projet du réseau d'assainissement de la localité «Belgaïd 2» (Bir El Djir), ainsi que celui des îlots 18, 19, et 20 de haï Khemisti, M. Tarchoune a indiqué que le choix des entreprises de réalisation est en cours.

Mila

Deux collégiens se noient près de Beni-Haroun

Deux collégiens âgés de 15 ans sont morts noyés jeudi dans les eaux de l'oued El-Kebir, près de la source des thermes de Beni-Haroun, dans la commune de Hamala (Mila), apprend-on auprès de la Protection civile. Originaires de la localité de Grarem-Gouga,

les deux collégiens (A.K. et F.H.), élèves de 4^e année moyenne, se baignaient imprudemment dans un endroit profond d'une quinzaine de mètres, a précisé la même source. Les corps des deux adolescents, repêchés par les plongeurs de l'unité principale de la

Protection civile de Mila, ont été déposés à la morgue de la polyclinique de Grarem-Gouga. Les services de la Protection civile mettent régulièrement en garde contre les baignades dans les eaux du barrage de Beni-Haroun, les puits et les retenues d'eau. R.R.

Batna

Mise en service imminent du système de transfert des eaux

La mise en service de la première ligne du système de transfert des eaux à partir du grand barrage de Beni Haroun dans la wilaya de Mila jusqu'au barrage de Koudiet Medouar, dans la commune de Timgad à Batna, est prévue la semaine prochaine, a indiqué lundi le ministère des

Ressources en Eau dans un communiqué. Pour les besoins d'achèvement de cet important projet, les techniciens sont mobilisés en permanence en vue de réaliser les essais techniques préalables, a assuré le ministère. Les wilayas de Batna et de Khenchela bénéficieront très bientôt de ce

transfert, longtemps attendu par la population. La wilaya d'Oum El Bouaghi bénéficiera dans une seconde phase de ce projet, appelé à apporter une solution durable au déficit en eau de toute cette région éprouvée par la sécheresse ces dernières années.

Tiaret

Plusieurs projets de lutte contre la désertification

Plusieurs projets de lutte contre la désertification ont été réalisés au premier trimestre de l'année en cours dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris du conservateur des forêts, Rahmouni Bouziane, qui a indiqué que ces projets, ayant consommé 15,7mil-

ions DA, ont touché 166 hectares de terres steppiques au sud de la wilaya avec la réalisation de brise-vent sur 44 ha à Ain Kermes et Rosfa, et une ceinture verte sur 45 ha dans les communes de Ain Dheb et Chehaima.

Une fixation mécanique des dunes a été

réalisée sur 37 ha dans les communes de Chehaima et Ain Dheb, en plus de 370 mètres linéaires de puits dans les zones pastorales de Rechaiga et Medrissa.

Tizi ouzou

Saisie de 4.2 kg de kif traité

UNE QUANTITÉ de 4,2 kg de kif traité a été saisie au courant de cette semaine à Tizi-Ouzou par les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants du service de la police judiciaire, indique un communiqué de la sûreté de wilaya. Par ailleurs et dans le cadre de cette affaire, les mêmes services sécuritaires ont procédé à l'interpellation de deux individus, âgés de 43 et 39 ans, qui étaient en possession de la drogue, a-t-on ajouté. Présentés au parquet de Tizi-Ouzou jeudi, ils ont été mis en détention préventive pour les chefs d'accusation de «détention de stupéfiants à des fins de commercialisation» et «association de malfaiteurs en vue de commettre un délit», a-t-on indiqué.

BLIDA

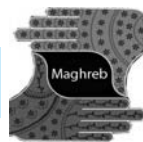
Deux nouveaux hôtels ouvriront le mois de mai

DEUX NOUVEAUX hôtels ouvriront leurs portes le mois de mai prochain à Blida, dans le cadre des efforts de renforcement des capacités d'accueil de la wilaya, a-t-on appris samedi auprès de la direction locale du tourisme, ajoutant que ces deux établissements hôteliers, réalisés selon des normes internationales en plein centre de Blida, sont dotés d'une capacité globale de 43 lits, signalant la réalisation en cours, à travers la wilaya, de nombreux établissements similaires. Il s'agit notamment d'un autre hôtel en réalisation dans la commune touristique de Chréa, dont la réception est prévue avant la fin de l'année en cours. Un projet qui sera d'un apport certain pour cette localité, disposant actuellement d'un hôtel seulement, qui «est très loin de répondre à la demande des visiteurs y affluant», a-t-on souligné.

OUARGLA

Journée d'étude sur la préparation physique des footballeurs

La préparation physique des footballeurs a été au centre d'une journée d'étude et d'information organisée samedi à l'Institut national de la formation des cadres supérieurs de la jeunesse à Ouargla. Cette rencontre, organisée par la ligue régionale de football de Ouargla, en coordination avec la direction locale de la Jeunesse et des sports, s'est déroulée en présence des entraîneurs des clubs de football des divisions régionales Une et Deux, et a permis de se pencher sur la bonne préparation physique pour améliorer les aptitudes énergétiques chez le footballeur, notamment l'endurance, la vitesse, la souplesse et la récupération durant les entraînements et après les compétitions sportives.



Tunisie

Manifestation contre des verdicts cléments contre le régime Ben Ali

■ Le cortège, en tête duquel se trouvaient des membres des familles des victimes ainsi que des blessés, dont certains en fauteuil roulant, ont défilé du tribunal militaire de Bab Saadoun, à Tunis, jusqu'au siège de l'Assemblée constituante dans le quartier du Bardo.

Par Nabil C./AFP

Des centaines de personnes ont manifesté mercredi à Tunis pour dénoncer les verdicts cléments rendus par la justice militaire contre d'ex-responsables du régime de Ben Ali dans l'affaire des manifestants tués et blessés pendant la révolution de 2011.

«Le peuple réclame justice pour les martyrs», «Quelle honte, quelle honte, les criminels sortez dehors !», ont scandé les manifestants.

Le cortège, en tête duquel se trouvaient des membres des familles des victimes ainsi que des blessés, dont certains en fauteuil roulant, ont défilé du tribunal militaire de Bab Saadoun, à Tunis, jusqu'au siège de l'Assemblée constituante dans le quartier du Bardo.

«Nous ne ferons plus confiance à la justice militaire», proclamait une grande affiche

déployée près de l'Assemblée, tandis que de nombreux manifestants, certains les larmes aux yeux, brandissaient les photos de jeunes tués pendant la révolution contre le régime de Zine El Abidine Ben Ali, en exil depuis le 14 janvier 2011 en Arabie saoudite.

«Je me fiche des verdicts de la justice. Je réclame vengeance pour le sang de mon fils», a dit à l'AFP Rabeh Sallouhi, le père d'un jeune homme tué à Menzel Bourguiba (nord).

Le tribunal militaire de Tunis a rendu samedi sa décision dans plusieurs affaires jugées en appel, dont celles des manifestants tués dans le Grand Tunis et à Sfax (est).

L'ex-chef des brigades spéciales, Jalel Boudriga, a ainsi vu sa peine réduite de dix ans à trois ans de prison. L'ancien directeur de la sécurité présidentielle, Ali Seriaty, a lui été condamné à trois ans de prison,



Ph : DR

tout comme l'ex-ministre de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem.

Ayant été emprisonnés dans la foulée de la révolution, ils pourraient être libérés dans les semaines à venir. Ces verdicts jugés très cléments ont été vivement critiqués par l'essentiel de la classe politique et la société civile. Le parquet militaire a pour sa part annoncé avoir déposé un pourvoi en cassation.

Selon un bilan officiel, la répression du soulèvement populaire qui a chassé Ben Ali a fait plus de 300 morts et des centaines de blessés. Plusieurs députés ont réclamé que le dos-

sier soit confié à la justice civile pour être rejugé. Un projet de loi est en cours d'élaboration à l'Assemblée nationale constituante (ANC) pour créer des chambres spécialisées à cet effet.

Le texte doit être discuté en commission mercredi et jeudi puis soumis au vote lors d'une séance plénière samedi, a indiqué à l'AFP Karima Souid, assesseur chargée de l'information à l'ANC. «Il faudra préciser (dans le projet de loi) que ces chambres spécialisées cesseront d'exister au moment où le processus de justice transitionnelle entrera en

vigueur», a-t-elle ajouté. Le système de justice dite «transitionnelle», devant permettre de passer en revue l'ensemble des crimes commis par le régime déchu, n'a pas encore été mis en place, notamment sur fond d'après disputes politiques entre les islamistes, majoritaires à l'Assemblée, et leurs opposants.

Par ailleurs, aucune réforme d'ampleur de la justice et de la police, pierres angulaires de la répression sous Ben Ali, n'a été entreprise depuis la révolution.

N. C./AFP

Libye

Enlèvement d'un diplomate tunisien

Un diplomate tunisien a été enlevé jeudi à Tripoli, au lendemain du rapt de l'ambassadeur jordanien dans cette même ville, selon une source des services de sécurité. Un responsable de la Direction de police de Tripoli a précisé que le diplomate Al-Aroussi Al-Fatnassi avait été enlevé par des inconnus près de la place al-Kadissia, dans le centre de la capitale, non loin de l'ambassade tunisienne, selon le site d'information libyen Al-

Wassat. Le porte-parole du ministère libyen des Affaires étrangères, Saïd Lassoued, a indiqué, quant à lui, qu'il n'était pas en mesure de démentir ou de confirmer l'information, tandis que le ministère tunisien des Affaires étrangères était «en train de la vérifier». Depuis la chute du régime de Muammar Kaddafi en 2011, les représentations diplomatiques en Libye sont régulièrement la cible d'attaques et d'enlèvements. En janvier

dernier, cinq diplomates égyptiens ont été enlevés et détenus durant deux jours par une milice. Et un fonctionnaire de l'ambassade de Tunisie à Tripoli a également été enlevé en mars. Selon des sources diplomatiques à Tripoli, ces enlèvements sont souvent perpétrés par des milices qui tentent d'obtenir la libération de Libyens détenus à l'étranger.

Zaid T./APS

Sahara occidental

Des parlementaires européens demandent l'élargissement du mandat de la MINURSO

Le président du groupe parlementaire «Paix pour le peuple sahraoui» au Parlement européen, Norbert Neuser, et plus de 75 parlementaires européens ont appelé à l'élargissement du mandat de la MINURSO (Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental) à la surveillance des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés.

Dans un appel adressé au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et aux 15 membres du Conseil de sécurité, les parlementaires européens ont fait remarquer que la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occidental était «en train d'empirer», soulignant l'urgence d'élargir le mandat de la MINURSO à la surveillance des droits de l'Homme sur le ter-

rain. «Stationnée au Sahara occidental, la MINURSO peut être un observateur impartial de la situation des droits de l'homme», ont-ils affirmé, ajoutant que «compte tenu du climat politique très tendu et la répression en cours de Sahraouis par le Maroc, la surveillance des droits de l'Homme par la MINURSO serait une étape très importante pour améliorer la situation actuelle».

Mourad F.

Le Maroc expulse plusieurs observateurs internationaux

Les autorités d'occupation marocaines ont expulsé 12 observateurs internationaux qui ont essayé de visiter les territoires occupés du Sahara occidental d'une manière barbare et tra-

gique, selon une source du ministère des Territoires et des communautés occupées. Les observateurs internationaux ont été expulsés ainsi que des représentants d'organisations de solidarité avec le

peuple sahraoui dont la Fondation «Mondobat» et les amis du peuple sahraoui Bicevia en Espagne, a confirmé la même source. On rappelle que le Maroc a également interdit d'entrer la

ville d'El Aaiun occupée à une délégation de militants d'association canarienne de solidarité avec le peuple sahraoui et autres délégation de la région espagnole d'Aragon.

R.M./SPS.

Maroc Séisme de magnitude 3,8 dans la province d'Ifrane

UNE SECOUSSE tellurique de magnitude 3,8 sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée jeudi dans la province d'Ifrane (environ 200 km à l'est de Rabat), a annoncé l'Institut de géophysique relevant du Centre marocain pour la recherche scientifique et technique.

L'épicentre de la secousse, survenue à 17h13 locales, est situé dans une commune dénommée Dayat Aoua, a précisé la même source dans un communiqué. Mardi matin, une secousse tellurique de magnitude 4,9 sur l'échelle ouverte de Richter avait été enregistrée dans la même commune sans faire de victime ou de dégâts matériels. La province d'Ifrane avait été secouée par deux séismes, le 25 avril 2013, le premier de magnitude 4,3 degrés sur l'échelle de Richter et le second de 3,8 degrés. La dernière secousse tellurique enregistrée au Maroc s'est produite le 14 mars dernier dans la province de Taza (nord-est), atteignant 4,4 degrés sur l'échelle de Richter.

Hinda B.



Terrorisme

Procès d'Abou Hamza à New York

■ Le prêcheur islamiste britannique Abou Hamza s'abritait derrière la religion pour propager le terrorisme, ont affirmé jeudi à New York les procureurs, à l'ouverture de son procès, où son avocat a assuré qu'il n'avait commis aucun crime.

Par Ali O.

Abou Hamza, 56 ans, borgne et amputé des deux avant-bras, est l'ancien imam de la mosquée londonienne de Finsbury park, et était l'une des figures de proue du «Londonistan» de la fin des années 90.

Ses avocats ont précisé jeudi qu'il prendrait la parole pour sa défense durant le procès, prévu pour durer un mois. Il a plaidé non coupable et risque la réclusion à perpétuité.

C'était un «exportateur international de la violence et du terrorisme», a asséné d'entrée le procureur Edward Kim. «Son but était clair, simple, brutal (...) : faire la guerre aux non-musulmans».

«Il entraînait des terroristes, sous couvert de religion, pour pouvoir se cacher, au vu de tous, à Londres», a ajouté le procureur, affirmant que l'ancien imam aux prêches enflammés «recrutait» et «endoctrinait» ses fidèles depuis sa mosquée londonienne et les déployait ensuite «partout dans le monde».

En tee-shirt et pantalon gris-bleu, Abou Hamza, cheveux blancs coupés ras et barbe épaisse, a suivi avec attention les débats de cette première journée, écrivant à l'occasion des notes avec une prothèse spéciale.

De son vrai nom Mustapha Kamel Mustapha, né en Egypte, ingénieur de formation avant de devenir imam, il est accusé d'avoir voulu monter un camp d'entraînement au jihad à Bly, dans l'Oregon (nord-ouest des États-Unis) fin 1999.

Le procureur a aussi expliqué aux 12 jurés que l'ancien prêcheur, extradé de Grande-Bretagne il y a

18 mois après y avoir purgé sept ans de prison pour incitation au meurtre et à la haine raciale, était aussi inculpé pour l'enlèvement de 16 touristes au Yémen en 1998, dont deux Américains, qui s'était soldé par la mort de quatre otages. Il avait fourni au commando un téléphone satellitaire, a précisé le procureur.

Abou Hamza, qui après les attentats du 11-Septembre avait qualifié Oussama ben Laden de «type bien», est également accusé d'avoir envoyé des candidats au jihad s'entraîner en Afghanistan durant la même période.

La défense a rejeté ces accusations, affirmant qu'il n'avait commis aucun crime «ni au Yémen, ni dans l'Oregon, ni en Afghanistan».

«Vous pouvez ne pas être d'accord avec les opinions de M. Mustapha, mais il a le droit de les exprimer», a fait valoir Joshua Dratel, reconnaissant que son client avait dit beaucoup de choses très dures notamment contre les États-Unis et Israël. «Ce sont des opinions, pas des actes. Ce sont des phrases, pas des

crimes», a-t-il insisté.

«Il n'est pas membre d'Al-Qaïda, il n'appartenait pas aux talibans. C'est un indépendant qui se souciait des musulmans en Afghanistan, en Bosnie ou encore en Tchétchénie», a-t-il dit. Il a aussi affirmé que son client avait été sollicité par les services de renseignement britanniques pour servir de «modérateur». Selon lui, l'imam se voulait «une troisième voie entre Oussama ben Laden et George W. Bush».

L'avocat a également souligné que tout ce qui lui était reproché datait d'avant le 11-septembre.

«C'était un monde différent, il faut vous remettre dans un contexte pré 11-Septembre», a-t-il insisté, évoquant notamment l'Afghanistan des années 80 et 90, où le jihad contre les Soviétiques était soutenu par les Américains. Selon lui, si Abou Hamza était parti en Afghanistan à l'époque – c'est là qu'il perdra un œil et ses deux avant-bras – c'était pour aider à la reconstruction.

«Les choses changent», a-t-il insisté. «Pendant des dizaines d'an-



PH. > D. R.

nées, Nelson Mandela a été considéré comme un terroriste».

L'après-midi a été consacrée au témoignage d'Angelica Morris, une Américaine qui s'était installée avec son mari musulman dans un ranch à Bly. Elle a reconnu que des hommes y étaient venus pratiquer le tir en 1999, et qu'Abou Hamza y avait téléphoné plusieurs fois

après l'arrivée de deux Britanniques. Mais les deux hommes seront apparemment déçus de ne pas y trouver d'hommes à entraîner, et en repartiront assez vite. L'un d'eux sera tué en Afghanistan. La jeune femme a cependant affirmé que personne n'y était jamais venu s'entraîner au jihad. **A. O.**

Soudan du Sud

Au moins 20 morts lors de l'attaque d'une base de l'ONU

Au moins vingt civils réfugiés dans la base de l'ONU à Bor (est du Soudan du Sud) ont été tués jeudi et 70 autres blessés lors d'une attaque armée, selon les États-Unis. L'ONU avait annoncé auparavant que l'attaque avait fait des dizaines de blessés parmi les 5 000 civils réfugiés dans la base, ainsi que deux blessés parmi les Casques bleus qui protégeaient la base, mais n'avait pas fait état de morts. Ces civils ont fui les vio-

lences ethniques dans une des régions les plus disputées du pays. Les États-Unis «condamnent fermement les récentes attaques par des groupes armés au Soudan du Sud», a affirmé l'ambassadrice américaine à l'ONU Samantha Power dans un communiqué. Washington va «coopérer avec ses partenaires pour établir les responsabilités et s'efforcer de poursuivre en justice les coupables», a-t-elle conclu. Toby Lanzer, responsable du programme d'aide humanitaire pour la mission des Nations unies au Soudan du Sud (Minuss), s'est également dit «scandalisé par l'attaque de jeunes hommes armés contre des civils réfugiés» sur la base de la Minuss à Bor, capitale de l'État pétrolier de Jonglei. Dans un communiqué ambigu, l'ONU elle-même avait condamné des «meurtres odieux», mais n'avait pas confirmé si l'attaque avait fait des morts. «Une foule d'hommes

armés a forcé l'entrée de la base et a ouvert le feu» sur les civils, en blessant des «dizaines», a indiqué l'ONU, ajoutant que les Casques bleus avaient ouvert le feu sur les assaillants après avoir effectué plusieurs tirs de sommation, les forçant à battre en retraite. Les assaillants avaient d'abord approché la base «en se faisant passer pour des manifestants pacifiques» désirant présenter une pétition à l'ONU, avant de lancer leur attaque, selon le communiqué. Ravagée par les combats, la ville de Bor, située à environ 200 kilomètres au nord de la capitale, Juba, a changé de main à plusieurs reprises depuis le début du conflit. Le ministre sud-soudanais de l'Information, Michael Makuei, a indiqué qu'un «très grand nombre» d'hommes armés de fusils avaient débordé les forces gouvernementales et attaqué les civils coincés dans le camp, ajoutant que les

attaquants cherchaient à venger la prise de la ville de Bentiu (nord) par les forces rebelles deux jours plus tôt. Le conflit au Soudan du Sud, avant de rapidement s'étendre à d'autres États clés du pays, en particulier ceux du Haut-Nil (nord-est), d'Unité (nord) et du Jonglei (est). Alimenté par une vieille rivalité politique, il oppose le président sud-soudanais Salva Kiir à son ancien vice-président Riek Machar, limogé en juillet 2013. L'armée du Soudan du Sud a indiqué jeudi qu'il y a toujours des combats» autour de la ville de Bentiu, qu'elle tente de récupérer. «Bentiu est encore entre les mains des rebelles, mais nous nous en approchons», a déclaré Philip Aguer, le porte-parole de l'armée à l'AFP.



Points chauds

Tiraillements

Par Fouzia Mahmoudi

Si aujourd'hui l'euroscpticisme est une politique payante qui génère beaucoup d'intérêt et de sympathie de la part des électeurs, certains partis sont contraints de s'en éloigner. Parmi eux, l'UMP. En effet, il serait très contradictoire pour ce mouvement qui a toujours montré un européanisme chevronné de changer de discours à quelques semaines des élections européennes. Mais la crainte de voir le FN séduire une partie de son électorat rend la tâche plus difficile pour la droite. Tirailé entre les souverainistes et les fédéralistes, l'UMP a du mal à trouver une ligne directrice à même de satisfaire tous ses membres. Même les cadres du parti semblent déphasés alors que le Front National, l'un des grands favoris pour les élections européennes, engrange les voix en misant, comme il l'a par ailleurs toujours fait, sur un anti-européanisme sans faille. Malgré tout, les sondages sont du côté de l'UMP, annonçant une victoire nette de la droite. Mais cela ne suffit semble-t-il pas à apaiser les dissensions. Henri Guaino, qui s'était opposé au traité de Maastricht en 1992, a annoncé qu'il ne voterait pas au scrutin européen, convaincu que de trop nombreux cadres de son mouvement incarnent «l'Europe dont personne ne veut». Quant à l'ancien ministre Laurent Wauquiez, il a refusé d'approuver la ligne politique de l'UMP pour les européennes. L'ex-secrétaire d'État aux Affaires européennes, qui estime que «l'Europe ne marche plus», plaide en effet pour des changements radicaux comme une sortie définitive de l'espace Schengen, la mise en place d'un «protectionnisme européen» et l'instauration d'un noyau dur de six pays au maximum. Des propositions-chocs qui lui ont valu des réactions outrées lors des réunions internes cette semaine. «Comment peut-on être ainsi surdiplômé et faire du Le Pen ?», s'est interrogé l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin. Déplorant que la ligne UMP soit celle du «plus petit dénominateur commun», l'eurodéputée Rachida Dati s'est également emportée, assurant que «la démocratie élitiste selon les ténors de l'UMP est le meilleur carburant de l'abstention et de la division!». Les tiraillements de l'UMP continuent ainsi de créer des tensions et des divisions dans un parti qui devrait profiter du rejet massif des socialistes par les Français pour se repositionner sur l'échiquier politique avant que le FN, plus cohérent et solidaire, ne commence à lui faire véritablement de l'ombre. **F. M.**

Nigeria

La plupart des lycéennes enlevées toujours portées disparues

Le ministère de la Défense du Nigeria a reconnu, hier, que la plupart des 129 lycéennes enlevées en début de semaine par les islamistes de Boko Haram dans le nord-est du pays étaient toujours portées disparues. Par ailleurs, devant l'impuissance des autorités à retrouver les jeunes filles enlevées lundi, des familles des victimes ont entrepris d'organiser elles-mêmes des recherches. L'armée avait prétendu mercredi que seulement huit des lycéennes kidnappées étaient encore retenues et que les 121 autres avaient pu s'échapper. Mais cette affirmation avait été contredite jeudi par la directrice du lycée et des autorités régionales. Selon la directrice du lycée public pour filles de Chibok, où s'est produit le raid de Boko Haram, 14 lycéennes ont retrouvé la liberté. Jeudi soir, le responsable de l'éducation de l'État de Borno avait indiqué que 20 jeunes filles avaient pu s'échapper. Le porte-

parole de l'armée a regretté la controverse qu'il a lui-même provoquée, disant avoir agi de bonne foi et sans intention de tromper le public sur une affaire qui a suscité une vive émotion au Nigeria et à l'étranger. Le même jour que cet rapt massif, un attentat attribué également à Boko Haram a fait 75 morts et 141 blessés à Abuja, l'attaque la plus meurtrière jamais lancée dans la capitale fédérale nigériane par le groupe islamiste radical. Boko Haram, dont le nom signifie «l'éducation occidentale est un péché» en langue haoussa, a souvent pris pour cible des écoles et des universités depuis le début, en 2009, d'une insurrection qui a fait des milliers de morts. Des étudiants ont été massacrés dans leur sommeil, lors de l'attaque de leur dortoir, et des attentats à la bombe ont eu lieu dans des campus d'université, notamment, mais aucun enlèvement massif visant des jeunes filles n'avait été observé

dans le passé. Le général Olukolade a indiqué que les recherches se poursuivaient avec l'aide de milices pro-gouvernementales et de chasseurs. De leur côté, des familles des lycéennes voulant tout faire pour retrouver leurs enfants ont décidé de fouiller la région du rapt. «Certains de nos parents vont jusqu'à ratisser la brousse», a dit la directrice du lycée de Chibok, M^{me} Asabe Kwambura, ajoutant que des familles se sont cotisées pour acheter du carburant pour des motos et autres véhicules participant aux recherches. Le gouverneur de l'État de Borno a déjà offert 50 millions de nairas (215 000 euros) à toute personne pouvant donner des informations permettant la libération des victimes encore prisonnières. Le président Goodluck Jonathan a rencontré jeudi ses responsables de la sécurité pour faire le point sur l'affaire et une autre réunion est prévue pour la semaine prochaine.



Mort de Gabriel Garcia Marquez

Une immense plume s'est envolée

■ Le prix Nobel colombien de littérature Gabriel Garcia Marquez, considéré comme un des plus grands écrivains de langue espagnole, est mort jeudi à son domicile de Mexico quelques jours après avoir été hospitalisé pour une pneumonie.

«**M**ille ans de solitude et de tristesse pour la mort du plus grand Colombien de tous les temps», a annoncé le président colombien Juan Manuel Santos sur son compte Twitter, en référence à son chef-d'œuvre «Cent ans de solitude», confirmant l'information du décès donnée quelques minutes auparavant par un journaliste mexicain. Quelques heures plus tard, lors d'une allocution solennelle à la télévision, le président colombien a décrété un deuil national de trois jours. «La Colombie entière est en deuil, puisqu'est parti le compatriote le plus admiré et le plus aimé de tous les temps», a commenté M. Santos. «Il a été, et je n'exagère pas, le Colombien qui, dans toute l'histoire de notre pays, a porté le plus loin et le plus haut le nom de notre patrie», a-t-il poursuivi. Jeudi après-midi, de nombreux badauds s'étaient massés devant le domicile de «Gabo» de Mexico, dans le quartier cosu de El Pedregal de San Angel. Ces derniers jours, il se trouvait selon sa famille dans un état de santé «très fragile». Le 8 avril, il avait quitté un hôpital de Mexico après y avoir subi huit jours de traitement pour une pneumonie. Le quotidien mexicain *El Universal*, citant des «sources dignes de foi», avait indiqué en début de semaine que le cancer lymphatique dont avait été victime Gabriel Garcia Marquez il y a 15 ans était réapparu et s'étendait maintenant aux poumons, aux ganglions et au foie.

Une pneumonie fatale

M. Santos a affirmé que l'écrivain avait «souffert d'une pneumonie à un âge avancé». De son côté, la famille de Gabriel Garcia Marquez avait précisé que ce dernier se trouvait dans un état de santé «très fragile» mais «stable» dans sa maison de Mexico, sans faire allusion à un cancer. Quelques heures après l'annonce du décès du prix Nobel de littérature, sa famille a informé par un communiqué que le corps serait incinéré «en privé», sans donner de précisions sur la date ou le lieu de la crémation. La sœur de l'écrivain, Aída García Márquez, avait auparavant réclamé le retour du corps dans son pays d'origine, arguant que «Gabito est de Colombie», mais reconnaissant que la décision finale appartient à la veuve et aux enfants du défunt. Installé au Mexique depuis 1961, avec des périodes de séjour alternées à

Carthagène (Colombie), Barcelone (Espagne) et La Havane, Garcia Marquez vivait depuis plusieurs années retiré de la vie publique et, lors de ses rares apparitions, ne faisait aucune déclaration à la presse. Garcia Marquez avait fait sa dernière apparition publique le 6 mars lorsqu'il était venu à la porte de sa résidence du sud de Mexico, où il vit depuis plus de 30 ans, pour recevoir des journalistes venus lui rendre visite pour son anniversaire. Le Colombien est considéré comme l'un des plus grands écrivains de l'histoire de la littérature de langue espagnole. L'œuvre qui lui a valu la célébrité est «Cent ans de solitude», roman publié en 1967, traduit depuis en 35 langues et vendu à plus de 30 millions d'exemplaires. Le père du «réalisme magique» est l'auteur de quelques-uns des romans les plus populaires du XX^e siècle comme «Pas de lettre pour le colonel» (1961), «Chronique d'une mort annoncée» (1981) et «L'amour au temps du choléra» (1985). Il a reçu le prix Nobel de littérature en 1982. La célèbre académie avait alors salué une œuvre «où s'allient le fantastique et le réel dans la complexité riche d'un univers poétique reflétant la vie et les conflits d'un continent». Sa dernière œuvre, «Mémoire de mes putains tristes», est parue en 2004.

Le continent américain rend hommage à Marquez...

Présidents, écrivains et célèbres ont unanimement salué le Prix Nobel colombien de littérature Gabriel Garcia Marquez, géant des lettres latino-américaines.

Dans sa réaction à la mort de l'écrivain, le président des Etats-Unis, Barack Obama, a lui aussi fait référence au roman traduit en 35 langues et publié à 30 millions d'exemplaires dans le monde. «J'ai eu le privilège de le rencontrer une fois à Mexico, où il m'a offert un exemplaire dédicacé du livre, que je chéris encore aujourd'hui. Avec la mort

de Gabriel Garcia Marquez, le monde a perdu un des ses plus grands écrivains visionnaires, et l'un de mes préférés quand j'étais jeune». Une admiration partagée par Bill Clinton, un des prédécesseurs de Barack Obama à la Maison-Blanche : «Depuis le temps où j'ai lu "Cent ans de solitude", il y a plus de quarante ans, j'ai toujours été stupéfait par ses dons uniques d'imagination, de clarté de pensée et d'honnêteté émotionnelle (...). J'ai été honoré d'être son ami et de connaître son grand cœur et son esprit brillant pendant plus de vingt ans». Avec son œuvre «Garcia Marquez a rendu universel le réalisme magique latino-américain, marquant la culture de notre temps», a renchéri le président du Mexique, Enrique Peña Nieto. Il a rappelé que, né en Colombie, l'écrivain avait fait du Mexique «son foyer, enrichissant ainsi notre vie nationale».

Selon la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, «ses personnages uniques et son Amérique latine exubérante resteront gravés au cœur de la mémoire de millions de lecteurs». Le dirigeant du Venezuela, Nicolas Maduro, évoque une «empreinte spirituelle gravée dans la nouvelle ère de notre Amérique».

Pour le président de l'Equateur, Rafael Correa, «Gabo nous a quittés, nous allons avoir des années de solitude, mais il reste ses œuvres et son amour pour la Grande Patrie

[l'Amérique latine]. «Hasta la victoria siempre, cher Gabo !»

«SON ŒUVRE EST IMMORTELLE»

De grands noms de la littérature latino-américaine ont également rendu hommage au Prix Nobel colombien. L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa, autre Prix Nobel latino-américain, a assuré que «ses romans vont lui survivre et continuer de gagner des lecteurs partout». L'écrivain brésilien à succès Paulo Coelho considère que Garcia Marquez «a brisé le mur entre la réalité et la fantaisie, ouvrant la voie à toute une génération d'écrivains sud-américains». Selon la romancière chilienne Isabel Allende, Garcia Marquez «fut la voix qui a raconté au monde qui nous sommes et nous a montré à nous, Latino-Américains, qui nous sommes dans le miroir de ses pages. La seule consolation est que son œuvre est immortelle».

Des artistes, comme la pop star colombienne Shakira, ont également exprimé leur émotion. «Ta vie, cher Gabo, nous nous en souviendrons comme d'un cadeau unique et inimitable». Pour le chanteur colombien Juanes, «le plus grand de tous est parti, mais sa légende immortelle reste».

Deuil national de trois jours en Colombie

Un deuil national de trois jours a été décrété par le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, en hommage au Nobel colombien de littérature Gabriel Garcia Marquez. «En hommage à la mémoire de Gabriel Garcia Marquez, j'ai décrété un deuil national de trois jours», a déclaré M. Santos lors d'une brève allocution solennelle à la télévision. Le chef de l'Etat a également donné l'ordre de «mettre le drapeau en berne dans toutes les institutions

publiques». «Nous espérons que les Colombiens feront de même dans leurs maisons», a-t-il ajouté. Considéré comme l'un des plus grands écrivains de l'histoire de la littérature de langue espagnole, Garcia Marquez est mort des suites d'une pneumonie. Installé au Mexique depuis 1961, avec des périodes de séjour alternées en Colombie, Espagne ou à Cuba, il vivait depuis plusieurs années retiré de la vie publique.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Aujourd'hui de 14h 30 à 18h: Librairie Internationale Aurassi Omega (Hôtel El-Aurassi, Alger) : Malika Larabi dédicacera ses livres *Marcher sur les pas de mon père* et *Eclat de vie*, parus aux Editions L'Ilôt.

Aujourd'hui à 10h et à 15h : Théâtre national algérien mahieddine-Bachtarzi, Alger: Pièce pour enfants *Inkad el fezaa*, mise en scène par Lynda Selam. Production : Théâtre national algérien.

Jusqu'au 26 avril sauf les dimanches :

Salle El-Mouggar (Alger-Centre) projection du film *L'Andalou* de Mohamed Chouikh, à raison de 3 séances : 14h, 17h et 20h.

Jusqu'au 30 avril : Galerie Ezzou'Art du Centre commercial & de loisirs de Bab Ezzouar (Alger) : Exposition variées de Saïda Mekaideche.

Jusqu'au 30 avril : Musée public national Cirta (Constantine)

Jusqu'au 30 avril : Exposition «Le cinquantenaire de la peinture algérienne» de l'artiste allemande Bettina Heinen-Ayech.

Jusqu'au 3 mai : Galerie Baya du Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger) : Exposition de peinture «Les portes éternelles de La Casbah» de l'artiste Abderrahmane Kahlane.

Jusqu'au 5 juillet : Musée national d'Art moderne et contemporain d'Alger (Rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger) : Exposition de photographies «El moudjahidate, nos héroïnes», par les jeunes photographes Nadja Makhoulouf et Benyoucef Chérif, accompagnée de textes de l'historienne Malika El-Korso

Coup-franc direct



Un joueur et toute une histoire

Par Anouar M.

Quelques buts en championnat de deuxième division anglaise ont suffi au jeune Mahrez d'être présenté comme le messie du football national et demander à ce qu'il soit convoqué pour le prochain Mondial que disputeront les Verts au mois de juin prochain. Est-il aussi bon pour qu'on lui préfère d'autres éléments qui ont pourtant fait leurs preuves en sélection mais ont été écartés au bout du compte ? En fait, des observateurs estiment que tout cela n'est qu'un feu de paille. Certains ont gonflé la valeur du jeune Mahrez qui a encore beaucoup à apprendre pour mériter sa place avec les Fenecs, surtout qu'il s'agit de la plus prestigieuse des compétitions mondiales et qu'il faut des joueurs capables d'apporter ce plus qu'on attend d'eux. On ne peut pas prétendre qu'un joueur peut, du jour au lendemain, devenir indispensable à une équipe et de surcroît à une sélection nationale quand on sait qu'il n'a pas l'expérience pour pouvoir figurer dans un groupe déjà huilé et qui a travaillé pendant une longue période pour atteindre un certain niveau. Le coach a donc eu raison de ne pas se précipiter pour lui faire appel, d'autant que ce dernier devra faire une très grande concurrence dans le compartiment offensif.

A. M.

UNAF/FEDERATION TUNISIENNE DE FOOTBALL Un congrès médical en football

La ville de Gammarth, en Tunisie, abrite, depuis jeudi matin, le premier congrès médical, co-organisé par l'Union nord-africaine de football (UNAF) et la FTF, sous le thème «pour un football sain». Les travaux du congrès ont démarré jeudi et se poursuivront jusqu'à vendredi, sous la présidence du premier responsable de l'UNAF, le Tunisien Mahmoud Hammami. Au cours de cette rencontre médicale, les présents débattent des moyens d'assurer le suivi médical et la couverture sanitaire des sportifs en général et des footballeurs en particulier, à même de développer leurs capacités, améliorer leur rendement et les préserver de toutes formes de blessures.

«La FIFA et la CAF accordent une grande importance à la santé du joueur afin de le protéger de tous les dangers qui menacent son parcours sportif (blessures, maladies, dopage, ...)», a indiqué le président de l'UNAF, rappelant que «ce sujet a été largement débattu au cours du forum de Budapest et du meeting de Yaoundé organisés par la FIFA». M. Hammami a, en outre, indiqué que ce congrès «s'inscrit dans le cadre de la

politique de sensibilisation des clubs à la nécessité d'assurer un suivi sanitaire à chaque joueur et à préparer un dossier médical complet comprenant toutes les informations nécessaires le concernant». Pendant les deux jours de conclave, les spécialistes en médecine du sport opérant au sein des fédérations de football de Tunisie, du Maroc, d'Algérie et de Libye, présents aux travaux du congrès, mettront l'accent sur le rôle important que joue la médecine sportive dans l'amélioration des compétences des joueurs, ce qui nécessite davantage d'encadrement médical et psychologique des sportifs.

A l'ordre du jour de ces travaux, rehaussés, entre autres, par la participation des représentants de la commission médicale du Comité olympique tunisien (COT), de l'Association tunisienne de médecine du sport, du centre médico-sportif de Tunis, figurent plusieurs thèmes portant notamment sur «la prévention des blessures chez les jeunes sportifs», «la préparation mentale du footballeur», «la lutte contre le dopage» et «la mort subite dans les stades de football».

24^e coupe d'Afrique des clubs champions (dames) de volley-ball

Le GS Pétroliers et le NR Chlef présents en Tunisie



Deux clubs algériens, le GS Pétroliers et le NR Chlef prendront part à la 24^e coupe d'Afrique féminine des clubs champions de volley-ball, prévue du 19 au 27 avril à Tunis, qui verra la participation de 12 clubs africains. Outre le GS Pétroliers (vice-champion d'Afrique), le NR Chlef (vice-champion d'Algérie 2013), et Prisons du Kenya (tenant du titre continental), l'édition 2014 verra également la présence de trois clubs tunisiens, à savoir l'US Carthage (club organisateur), le CS Sfaxien et le CS Féminin de Carthage. Les clubs tunisiens qui évolueront à domicile seront redoutables à l'image de l'US Carthage composée de l'ossature de l'équipe nationale tunisienne récemment qualifiée au Mondial de la discipline en Italie. Le président de l'US Carthage, Khaled Ben Amor, affiche clairement les ambitions de son équipe qui vise «les premiers rôles» dans cette épreuve afin de redorer le blason du volley-ball tunisien au plan continental. De son côté, l'entraîneur des Pétroliers, Salim Achouri, s'est dit «confiant» quant aux chances de ses protégées de remporter le titre continental cette saison, vu l'ambiance qui règne au sein de son groupe et la détermination de ses joueuses. Lors de la dernière édition de la coupe d'Afrique des clubs champions de volley-ball, disputée à Antananarivo (Madagascar), les volleyeuses du GSP avaient échoué en finale face à l'équipe de Prisons du Kenya, quadruple détentrice du trophée (2010, 2011, 2012, 2013) sur le score de 3 sets à 2. Les clubs kényans de Prisons et Pippe Lines ainsi qu'El-Ahly du Caire seront également de sérieux prétendants au titre de cette édition 2014 qui se déroulera dans les salles de Sidi Bou Saïd et de la Goulette (banlieue de Tunis). La réunion technique pour choisir la formule de compétition et le tirage au sort aura lieu le 17 avril à Carthage, ont indiqué les organisateurs.

JS Kabylie Aït Djoudi satisfait de ses poulains

Le coach de la JS Kabylie, Azzedine Aït Djoudi, a montré sa satisfaction. Ses joueurs se sont donné à fond lors du dernier stage organisé à Blida, ce qui lui a permis d'avoir une idée claire sur tous les éléments après les deux matchs amicaux disputés sur place.

Par Anouar M.

Aït Djoudi pense que ses poulains sont maintenant prêts pour disputer la finale de la Coupe d'Algérie le 1^{er} mai prochain face au Mouloudia d'Alger au stade Mustapha-Tchaker de Blida. Il avouera que les joueurs ont répondu sur tous les plans, que ce soit mental ou physique, et se sont donnés à fond malgré le fait qu'il était très difficile de garder sa concentration durant cette trêve qui a trop duré. Ils ont été parfaitement concentrés sur leur sujet et ait ce qu'il fallait en résistant à la grande charge du travail qu'il avait appliquée ces derniers jours à Blida. Le plus important aussi pour Aït



Le driver des Canaris reste confiant

Djoudi c'est que les joueurs ont eu leurs repères sur ce stade qui abritera la finale et devront donc être plus à l'aise que leur adversaire le 1^{er} mai prochain. Il notera que cela reste très important surtout qu'il s'agit d'une importante compétition comme la finale de la Coupe d'Algérie qui doit se préparer dans les meilleures conditions possibles. La récupération des joueurs que sont le gardien, Malik Asselah et le défenseur, Djamel Benlamri qui souffraient

de blessures, reste aussi une chose très importante pour l'équipe qui devra donc compter sur eux pour le match face au Doyen, d'autant plus qu'il s'agit de deux éléments très importants dans l'échiquier kabyle. Cela devrait rassurer les supporters des Canaris qui comptent beaucoup sur ces deux éléments pour conduire leur équipe favorite au sacre final dans cette rencontre décisive.

A. M.

Belgique Une importante clause de départ pour le sélectionneur Wilmots

Le nouveau contrat qui lie le sélectionneur des Diables Rouges de Belgique, Marc Wilmots, à l'Union belge de football stipule que les deux parties peuvent décider de se séparer à tout moment moyennant une compensation financière mentionnée dans le contrat, rapporte jeudi la presse locale. Ce montant variera selon la durée du contrat qui reste au moment des négociations de cessation, précise le journal DH.be. Selon la presse locale, le salaire de Marc Wilmots a quasiment doublé et le montant de cette clause se



compterait en centaines de milliers d'euros. Le sélectionneur de l'équipe belge de football a prolongé mardi

son contrat de quatre ans à la tête des Diables Rouges. Marc Wilmots a également, via sa prolongation de contrat, obtenu un pouvoir croissant au niveau de la Fédération. Bien que ce changement ne soit pas explicité dans les documents en tant que tel, il est une évolution naturelle au vu de la satisfaction affichée par l'Union belge suite aux résultats obtenus par les Diables Rouges sous sa houlette. Au mondial-2014, la Belgique évoluera dans le groupe H avec l'Algérie, la Russie et la Corée du Sud.

Coupe de Tunisie/Club Africain Djabou pourrait manquer le match de l'ES Haffouz

L'international algérien du Club Africain, Abdelmoumen Djabou, légèrement blessé, pourrait manquer le match de son équipe en déplacement contre l'ES Haffouz prévu dimanche en seizièmes de finale de la Coupe de Tunisie de football, rapportent jeudi des médias locaux. Le meneur de jeu des Verts pourrait être ménagé lors de cette rencontre par l'entraîneur Mondher



Kebaier, précise le site spécialisé Kawarji. Toutefois, l'ancien joueur de l'ES Sétif devrait se déplacer avec le groupe du Club Africain à la ville de Haffouz.

Le Club Africain qui a perdu toutes ses chances de remporter le championnat de Tunisie, largement dominé par l'ES Tunis, tentera d'aller le plus loin possible en Coupe de Tunisie.

ES Tunis Krol souhaite garder Youssef Belaili

L'entraîneur de l'ES Tunis, Ruud Krol, tente de convaincre son milieu de terrain offensif algérien Youssef Belaili de rempiler pour une saison avec les Sang et Or, rapporte jeudi la presse locale. Selon le journal tunisien *Echourouk*, le technicien néerlandais espère voir l'ancien joueur du MC Oran poursuivre l'aventure avec l'ES Tunis la saison prochaine. Mais Ruud Krol a prévu de recruter un joueur étranger lors du mercato d'été, dans le cas où les discussions avec

Youssef Belaili n'aboutissent pas, explique le même journal. D'autre part, le joueur algérien a manqué la séance d'entraînement de mercredi pour des raisons inconnues. Belaili qui n'a plus joué avec l'équipe de l'ES Tunis en 2014 à cause d'un différend avec la direction du club suite à son refus de prolonger son contrat, a repris l'entraînement début avril mais en solo. Agé de 22 ans, Belaili avait rejoint l'EST en 2012 en provenance du MC Oran, pour un contrat de trois ans. Il est devenu un



élément essentiel dans le système de jeu de l'équipe de la capitale.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Point d'ordre

Ukraine : l'amertume d'une illusion

Par Nazim Rochd

Les événements qui se déroulent en Ukraine démontrent ce que peuvent peser réellement les notions de souveraineté nationale et d'intégrité territoriale. La « révolution » à grand spectacle, menée par des mouvements fascisants, adoucis par la machine de propagande de l'OTAN, devait faire tomber le pays dans la poche de l'Occident. Le peuple, du moins celui qui a offert les images aux télévisions atlantistes, se serait insurgé pour que soit choisi le destin « européen », peu importe son contenu. Et l'insurrection a semblé réussir. Pas très longtemps. Le peuple des médias n'était pas le seul peuple. Il y avait celui qui avait été ignoré. Lui aussi s'est mis à faire la même chose que celui des télévisions. C'est-à-dire recourir au putsch pour prendre le pouvoir, puisque le gouvernement central élu a été renversé et que les putschistes de Kiev n'en ont pas moins été reconnus, par les gardiens de la démocratie officielle. Tant qu'à faire, en Crimée le peuple a décidé, lui, d'être russe au lieu d'être européen et s'est prononcé par référendum, à l'inverse du peuple de l'Ouest dont on ignore les intentions, puisque ce sont des individus qui parlent en son nom et au nom de tout le peuple ukrainien. Presque tout de suite après, c'est au tour du peuple de l'Est de revendiquer le droit de décider lui aussi d'être russe. Il proclame la « république populaire de Donetsk ». Les Etats-Unis et l'Europe sont bien en peine d'affronter les conséquences d'un processus qu'ils ont eux-mêmes provoqué. L'Ukraine ne sera pas ce qu'ils ont voulu qu'elle soit. Elle a éclaté et

les tribulations qu'ils ont portés au pouvoir seront bientôt contraints de faire face aux attentes des populations de l'Ouest auxquelles ils ont fait miroiter le paradis européen. Un paradis conditionné par l'acceptation de tout à fait l'inverse de ce qui était escompté. Les populations ne le savent pas encore. Pour le moment elles sont à l'écoute du vacarme produit par la confrontation diplomatique entre les Etats-Unis et la Russie et des craquements de ce qui fut leur pays. Mais elles doivent bien se rendre compte que le rêve européen n'est pas ce qu'il devait être. Elles doivent bien avoir appris que l'Europe ne va rien donner et qu'elles doivent être privées du peu qu'elles avaient. Demain, il faudra tout revoir en termes de conception de la démocratie et du monde. Ce monde où la Barbarie s'est faite ange. Mais il s'en passera du temps pour qu'à la fois la compréhension s'installe et que les ressorts d'une réaction salutaire puissent être récupérés. D'ici là, il y a le drame d'avoir souscrit de près ou de loin à l'escroquerie, d'avoir cédé aux sirènes des pires ennemis de l'humanité. Demain, après une longue période faite de privation, de souffrance et de désarroi, tout le film de la « libération » pourra se dérouler dans l'horreur de sa réalité. Les sourires occidentaux, devant des yeux ouverts, apparaîtront dans leur atroce réalité de sourires carnassiers. D'ici là... Il y a un prix à payer, qui peut être indu dans l'absolu de la morale, mais doit être assumé dans la réalité d'un monde qui ne pardonne pas les erreurs de jugement.

N. R.

Marche sur route (coupe d'Algérie)

La 3^e édition aura lieu au Sato du Complexe du 5-Juillet

LA LIGUE algéroise d'athlétisme (LAA) organise, samedi 19 avril au Sato du Complexe de l'office olympique «Mohamed-Boudiaf», la 3^e édition de la coupe d'Algérie de Marche sur route «Hadj Mechkel Mohamed» (Juniors/Séniors Dames/Hommes, cadets et cadettes), a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA). Une forte participation est attendue, selon les observateurs, chez les deux catégories. R. S.

les pro Bouteflika crient victoire



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tunisie

Marzouki annonce une baisse de deux tiers de son salaire

■ Le président de la République provisoire tunisien, Moncef Marzouki, a annoncé hier la réduction du salaire légal du président de la République à un tiers, au moment où la Tunisie traverse une « crise économique et financière », a indiqué un communiqué de la présidence cité par l'agence officielle TAP.

Par Halim Y.

« Nous faisons face à une crise financière et économique. L'Etat doit être un modèle (...) et c'est pourquoi j'ai décidé de baisser le salaire légal du président de la République (et de le réduire) au tiers de son montant actuel », a déclaré M. Marzouki, cité par le communiqué de la présidence. Prenant part à une cérémonie marquant la célébration du 58^e anniversaire des forces de sécurité intérieure, au Palais de Carthage, M. Marzouki a également indiqué qu'il « avait donné ses instructions pour réduire au maximum les dépenses de la Présidence de la République ». Il a aussi affirmé « son soutien à l'appel du Chef du gouvernement provisoire, Mehdi Jomâa, au lancement d'une souscription

nationale à travers laquelle les Tunisiens exprimeront leur disposition à s'aider soi-même et les hommes d'affaires y participeront de manière claire ». A propos de la crise financière et économique que traverse la Tunisie, M. Marzouki a précisé que la présidence de la République a entamé en coordination avec la présidence du gouvernement une série d'actions diplomatiques pour trouver des solutions qu'impose la réalité même de manière provisoire. « La véritable solution pour sortir de la crise doit être principalement interne. Elle suppose l'unité de toutes les parties,

leur cohésion et leur disposition à faire preuve de labeur et de sacrifice », a-t-il soutenu. « Les catégories pauvres et moyennes ne doivent pas assumer la grande part des sacrifices demandés », a-t-il poursuivi. Le gouvernement tunisien avait affirmé la semaine dernière que les finances publiques étaient « dans une situation difficile, pour ne pas dire critique » et que le ministère des Finances avait pris des « mesures exceptionnelles » pour payer les salaires d'avril 2014.

H. Y.

Tunisiens enlevés en Libye

Les ravisseurs exigent la libération de terroristes libyens

LES RAVISSEURS de deux employés de l'ambassade tunisienne en Libye, dont un diplomate, exigent la libération de Libyens détenus pour « terrorisme » en Tunisie, a affirmé hier le ministre tunisien des Affaires étrangères, Mongi Hamdi. Le diplomate tunisien Al-Aroussi Koutassi a été enlevé jeudi à Tripoli, moins d'un mois après le rapt de Mohamed Ben Cheikh, un employé de l'ambassade. Les ravisseurs ont confirmé avoir enlevé le diplomate et « c'est le même groupe qui a enlevé Mohamed Ben Cheikh », a affirmé M. Hamdi à la radio privée Express FM. « Il semble qu'ils soient de la même famille que des terroristes libyens détenus en Tunisie parce qu'ils sont impli-

qués dans l'opération terroriste de Rouhia, et ont été condamnés à de la prison pour une longue période », a ajouté le ministre. En mai 2011, deux officiers sont morts à Rouhia, près de Jendouba (nord-ouest de la Tunisie), dans un échange de tirs avec des hommes soupçonnés d'appartenir à Al-Qaïda. Le groupe « exige la libération de ce groupe libyen en échange de la libération des Tunisiens », a dit M. Hamdi. L'enlèvement du diplomate tunisien jeudi est intervenu au surlendemain du rapt de l'ambassadeur jordanien dans la même ville. La Tunisie a appelé jeudi soir ses ressortissants « à reporter tout déplacement sur le territoire libyen et à ne le faire qu'en cas de besoin ». APS

Escapes Méditerranéennes

Emission consacrée à la femme et la lutte de Libération nationale

CE SAMEDI 19 avril à 21h sur D'zair TV, l'émission Escapes Méditerranéennes, que produit et anime Abdelhakim Meziani, consacre sa nouvelle livraison à la femme et la lutte de Libération nationale. Les invités de la soirée sont une moudjahida de la Wilaya II, Khadidja Belgambour, M^{me} Christiane Achour Chaulet, Kamel Bouguessa, Fouad Soufi et Lounis Aït Aoudia.